

Fiches de cours
Exercices corrigés

L'essentiel de l'introduction à l'économie

2^e édition

Claire-Agnès Gueutin



24 mai 2017

Fiches de cours
et exercices corrigés

L'essentiel de l'introduction à l'économie

2^e édition

Claire-Agnès Gueutin



Retrouvez tous les titres de la collection « **Fiches** »
sur <http://www.editions-ellipses.fr>



ISBN 9782340-018532
© Ellipses Édition Marketing S.A., 2017
32, rue Bargue 75740 Paris cedex 15



Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5.2° et 3°a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editions-ellipses.fr

Avant-propos

Cet ouvrage est une introduction à l'économie. Les principales notions économiques sont expliquées en 20 fiches. Chaque fiche expose un terme économique, illustré par des exemples concrets et un cas pratique corrigé. 6 QCM permettent de tester vos connaissances¹.

Les notions économiques présentées correspondent aux enjeux auxquels est confronté un pays qui fonctionne en économie de marché.

Attention

Cet ouvrage n'aborde pas les relations économiques internationales.

Cet ouvrage s'adresse à toute personne qui souhaite se familiariser avec le vocabulaire économique. Il est adapté aux étudiants du niveau Bac au niveau Bac+2 qui ont besoin de comprendre les enjeux économiques nationaux actuels.

Aucune connaissance préalable n'est nécessaire à sa compréhension, il s'adresse donc à toute personne curieuse de comprendre l'économie.

Il est le complément idéal de *L'essentiel des théories économiques* et de *L'essentiel de l'économie internationale*.

1. Les corrigés des cas pratiques et des QCM sont donnés en fin d'ouvrage.

Table des matières

Fiche 1	L'économie de marché	7
Fiche 2	Les acteurs de l'économie.....	13
Fiche 3	La production.....	19
<i>Révisions – QCM</i>	.....	23
Fiche 4	La croissance.....	25
Fiche 5	Le marché	33
Fiche 6	La concurrence	38
<i>Révisions – QCM</i>	.....	44
Fiche 7	Le travail	46
Fiche 8	Le chômage.....	52
Fiche 9	Le capital et l'investissement	59
Fiche 10	Le progrès technique et l'innovation.....	65
<i>Révisions – QCM</i>	.....	69
Fiche 11	La productivité.....	71
Fiche 12	Les revenus	78
Fiche 13	La redistribution des revenus	82
<i>Révisions – QCM</i>	.....	88
Fiche 14	La consommation.....	90
Fiche 15	L'analyse de la consommation	96
Fiche 16	L'épargne	101
<i>Révisions – QCM</i>	.....	105
Fiche 17	La monnaie	107
Fiche 18	L'inflation	113
Fiche 19	La politique économique.....	119
Fiche 20	Les marchés financiers	127
<i>Révisions – QCM</i>	.....	132
	Corrigé des cas pratiques et QCM	135
	Liste des abréviations	139
	Index.....	141

Fiche 1

L'économie de marché

1. Définition de l'économie
2. L'arbitrage économique
3. Les méthodes de l'économie

- **Objectifs:** Découvrir l'économie
- **Prérequis:** Aucun
- **Mots-clefs:** Bien, besoin, bien libre, bien économique, arbitrage, microéconomie, macroéconomie, agrégat

3

1. Définition de l'économie

« L'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société. »

Edmond Malinvaud, *Leçons de théorie microéconomique*,
Dunod, 1982.

L'économie est une science humaine. Elle étudie la façon dont les individus ou les sociétés utilisent leurs ressources pour satisfaire leurs besoins.

Les besoins des individus

Le besoin est une sensation de manque qu'un individu cherche à combler.

Les individus ont des **besoins** quasi **illimités**.

Il existe différents types de besoins :

- **Les besoins primaires.** Ce sont les besoins vitaux liés à la nature physiologique de l'être humain.

EXEMPLES : Se loger, se nourrir, se vêtir...

- **Les besoins secondaires.** Ce sont des besoins sociaux liés au fait que l'être humain vive en société.
EXEMPLES : Se déplacer, se divertir...
- **Les besoins individuels.** Ce sont des besoins propres à chaque individu.
EXEMPLES : Manger, s'habiller...
- **Les besoins collectifs.** Ce sont des besoins satisfaits par des biens utiles à plusieurs personnes en même temps.
EXEMPLES : Se soigner, s'instruire, être éclairé dans la rue...

Les besoins dépendent de la période considérée et de l'individu mais aussi de la société dans laquelle il évolue. Ils se renouvellent et se multiplient sans cesse. Par exemple, le téléphone mobile est arrivé avec l'évolution technologique. C'est un besoin qui se renouvelle au fur et à mesure des avancées technologiques.

En outre, les besoins sont souvent **interdépendants**. Par exemple, l'achat d'une voiture engendre le besoin d'essence.

Des biens économiques limités

Il existe dans la nature ce qu'on appelle des **biens libres**. Ce sont des biens disponibles gratuitement, de façon illimitée sans aucune intervention humaine. Il s'agit principalement de l'air que l'être humain respire, de la lumière du soleil, du vent... Un **bien économique** est une création de l'activité économique. Il est produit grâce à du travail humain et s'échange sur un marché.

Remarque

Les biens économiques sont compris au sens général, ils comprennent aussi les services.

Il existe différents types de biens :

- **Les biens matériels** ont un support physique.
EXEMPLES : Chaises, stylo, livres...
- **Les biens immatériels** sont des services consommés au fur et à mesure de leur production.
EXEMPLES : Un voyage, l'enseignement...
- **Les biens durables** ont une utilisation répétée et prolongée dans le temps.
EXEMPLES : Un immeuble, une voiture...

- **Les biens non durables** sont détruits dès leur première utilisation.
EXEMPLE : La nourriture...
- **Les biens de consommation** satisfont directement un besoin.
EXEMPLES : Un lit, un vêtement...
- **Les biens de production** permettent de produire d'autres biens.
EXEMPLES : Les machines, les outils...
- **Les biens intermédiaires** sont transformés ou intégrés dans d'autres biens.
EXEMPLES : Les matières premières, l'électricité...

Les biens économiques sont **rare**s, cela signifie qu'ils ne sont pas disponibles de façon illimitée.

2. L'arbitrage économique

Les moyens économiques limités

Pour obtenir ces biens, les agents économiques disposent de moyens mais ces moyens sont limités.

Les ménages disposent de leurs revenus, l'État dispose de son budget et les entreprises de leurs recettes.

L'arbitrage économique

Les agents économiques effectuent des choix afin de maximiser leur satisfaction en fonction de leurs moyens. L'économie est l'analyse de ces choix. Ces choix sont des arbitrages économiques entre différentes possibilités.

Les agents économiques sont considérés comme **rationnels**. C'est la rationalité qui guide leurs arbitrages.

EXEMPLES D'ARBITRAGE

Les ménages effectuent des arbitrages entre la consommation et l'épargne. Ils décident la part de leur revenu qui doit être consommée et la part qui doit être épargnée pour maximiser leur satisfaction.

Les entreprises effectuent des arbitrages de production. Elles doivent déterminer le niveau de la production qui leur permettra d'obtenir le profit maximum avec les coûts de production les plus faibles.

Attention

Ne pas confondre :

Économie et gestion. La gestion est l'analyse des phénomènes qui se déroulent à l'intérieur des entreprises.

Exemples : Formation du prix de vente, ressources humaines, analyse de la rentabilité...

Économie et finance. La finance correspond à la recherche de capitaux pour un financement ou au placement de capitaux dans le but d'en retirer une rémunération.

Exemples : Placements sur les marchés financiers...

Toutes choses égales par ailleurs

L'analyse économique est l'observation de l'activité économique et des conséquences d'une variation d'un paramètre « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire si les autres paramètres économiques restent constants.

EXEMPLE : La consommation dépend du niveau du revenu. Donc si le revenu augmente, la consommation augmente. Cela suppose que les autres variables (les goûts, les prix, etc.) restent identiques.

- ▷ **L'économie observe et analyse la répartition des ressources pour satisfaire les besoins en fonction des arbitrages des agents économiques.**

3. Les méthodes de l'économie

La microéconomie

La microéconomie étudie les **comportements individuels** des agents économiques, qu'ils soient consommateurs ou producteurs, offreurs ou demandeurs.

La microéconomie raisonne au niveau de modèles de comportements économiques individuels et considère que les phénomènes globaux sont l'agrégation de ces comportements individuels.

EXEMPLE : La consommation

En microéconomie, la consommation est étudiée au niveau d'un consommateur représentatif qui détermine le niveau de sa consommation pour maximiser sa satisfaction sous la contrainte de son revenu. La consommation nationale n'est que la somme des consommations de chacun des individus qui composent la société.

- ▷ **La microéconomie part du particulier pour étudier l'ensemble.**

La macroéconomie

La macroéconomie étudie les **comportements collectifs**, à l'échelle d'un secteur d'activité, d'un pays ou du monde. Elle s'intéresse aux phénomènes globaux et analyse l'évolution des agrégats. Les **agrégats** sont des grandeurs qui mesurent l'activité de l'ensemble d'une économie, comme le PIB (Produit Intérieur Brut), le niveau de chômage, la consommation, l'épargne... Les entités globales ne sont pas seulement la somme des entités particulières qui la composent. Le fait de vivre en société engendre des comportements que les agents économiques n'auraient pas s'ils vivaient seuls.

▷ **La macroéconomie part du général pour comprendre l'individuel.**

Les interactions entre microéconomie et macroéconomie

Une décision microéconomique peut, par effet d'entraînement, avoir des conséquences au niveau macroéconomique.

Exemples de décisions microéconomiques qui peuvent avoir des répercussions au niveau macroéconomique

Décisions microéconomiques	Phénomènes macroéconomiques
Une entreprise décide d'augmenter ses prix	Inflation
Une entreprise décide d'augmenter ses salaires	Hausse de la consommation
Une entreprise licencie 6 000 employés	Hausse du chômage
Une entreprise renouvelle son parc de machines	Hausse de la productivité

Une décision macroéconomique peut, par effet d'annonce, avoir des conséquences au niveau microéconomique.

Exemples de décisions macroéconomiques qui peuvent avoir des répercussions au niveau microéconomique

Phénomènes macroéconomiques	Décisions microéconomiques
Annonce d'une hausse de la croissance	Décisions d'augmentation de la production par les entreprises
Annonce d'une baisse de l'inflation	Décisions de baisse des prix par les entreprises pour ne pas être plus chères que les concurrents
Annonce de relance budgétaire par l'État	Décision d'investissement par les entreprises

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Complétez les phrases suivantes avec les termes correspondants.

- a. Les biens surabondants et immédiatement disponibles sont les biens
- b. Un bien s'échange sur un marché.
- c. Un est un sentiment de manque éprouvé par un individu qui est comblé par la consommation d'un bien.
- d. Un bien qui permet de produire d'autres biens est un bien
- e. Les biens immatériels consommés au fur et à mesure de leur production sont des

Fiche 2

Les acteurs de l'économie

1. Les secteurs institutionnels
2. Les opérations économiques
3. Le circuit économique

- **Objectif** : Appréhender les différents acteurs économiques
- **Prérequis** : Fiche 1
- **Mots-clefs** : Secteurs institutionnels, fonction économique, opérations économiques, circuit économique, flux réel, flux monétaire

1. Les secteurs institutionnels

L'économie regroupe sept catégories d'acteurs économiques appelés « **secteurs institutionnels** ». Un secteur institutionnel est un ensemble d'agents économiques ayant un comportement similaire.

Les sociétés non financières

Il s'agit de toutes les **sociétés** quelle que soit leur forme juridique, y compris les sociétés publiques.

- *Principales fonctions* : produire des biens et des services marchands non financiers.
- *Principales ressources* : ventes des biens et services.
- *Principales dépenses* : paiement des salaires, achats de biens et services nécessaires à leurs activités.

Remarque

La distinction entre la production marchande et non marchande est expliquée fiche 3.

Les ménages

Un ménage est constitué de l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient obligatoirement unies par un lien de parenté.

EXEMPLES DE MÉNAGES : Une famille, deux amis en colocation, une personne vivant seule, une communauté religieuse...

- *Principales fonctions* : consommer des biens et des services, épargner.
- *Principales ressources* : salaires, allocations.
- *Principales dépenses* : achats de biens et services.

Les institutions de crédit

Il s'agit des **banques** et des organismes financiers.

- *Principales fonctions* : collecter l'épargne, prêter aux agents ayant des besoins financiers.
- *Principales ressources* : épargne collectée, intérêts perçus sur les crédits accordés.
- *Principales dépenses* : paiement des salaires des employés, intérêts versés.

Les entreprises d'assurance

Il s'agit de toutes les compagnies d'assurance.

- *Principales fonctions* : mutualiser les risques et payer les indemnisations en cas de sinistres.
- *Principales ressources* : primes d'assurance versées par les assurés.
- *Principales dépenses* : paiement des salaires des employés, indemnisations des sinistres.

Les administrations publiques

Il s'agit de l'**État**, des collectivités territoriales et de tous les services publics.

- *Principales fonctions* : produire des services non marchands et procéder à des opérations de redistribution des revenus entre les agents économiques à travers l'imposition.
- *Principales ressources* : impôts, taxes.
- *Principales dépenses* : financement de l'Éducation nationale, de la police, de la justice, de l'armée, des hôpitaux, etc.

Remarque

Le budget de l'État correspond à ses ressources et à ses dépenses sur une année. Si les dépenses d'un État sont supérieures à ses ressources, il est en situation de déficit budgétaire.

La dette publique est l'accumulation de tous les déficits budgétaires d'un État.

Les administrations privées

Il s'agit des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM). Ce sont par exemple les associations loi 1901, les syndicats, les partis politiques...

- *Principales fonctions* : produire des services non marchands destinés à leurs adhérents.
- *Principales ressources* : cotisations des adhérents, subventions.
- *Principales dépenses* : gestion courante.

Le reste du monde

Il s'agit de l'ensemble des agents économiques étrangers.

- *Principales fonctions* : échanger avec les agents économiques nationaux.
- *Principales ressources* : leurs exportations de biens et services qui sont nos importations.
- *Principales dépenses* : leurs importations de biens et services qui sont nos exportations.

Attention

Ne pas confondre :

Les importations sont les produits achetés par un pays qui proviennent de l'étranger.

Les exportations sont les produits fabriqués par un pays et vendus à l'étranger.

2. Les opérations économiques

L'activité économique est l'ensemble des actes réalisés par les agents économiques en vue d'atteindre la satisfaction de leurs besoins. Elle se décompose en quatre principales opérations qui sont à l'origine des enjeux de la vie économique : la production, la consommation, la répartition et les opérations financières.

La production

La production de biens et services est assurée par les sociétés et par les administrations publiques et privées.

La consommation

La consommation de biens et services est assurée par les ménages mais aussi par les entreprises pour produire d'autres biens et services.

La répartition

La répartition correspond à la formation du revenu des agents économiques et à la redistribution assurée par les administrations publiques.

Les opérations financières

Les opérations financières sont relatives à la création et à la circulation des moyens de paiement indispensables au bon fonctionnement de l'économie.

3. Le circuit économique

Le circuit économique est une représentation schématique du fonctionnement de l'économie qui fait interagir l'ensemble des agents économiques et énonce leurs fonctions à travers des flux.

Les flux réels

Les flux réels correspondent aux mouvements de biens et de services (achats, ventes, exportations, importations...).

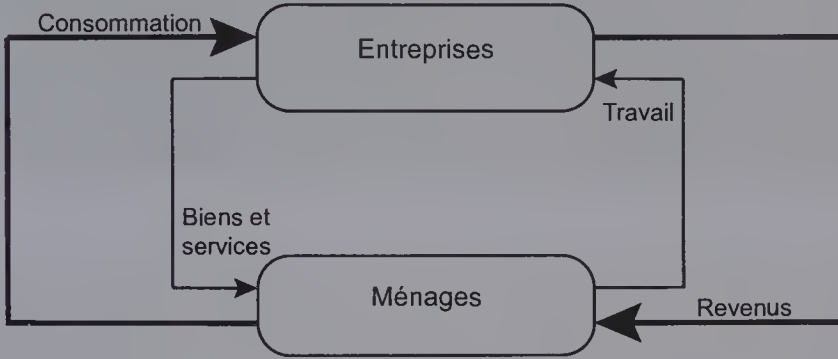
Les flux monétaires

Les flux monétaires représentent la contrepartie financière de chaque flux réel.

▷ **Tout flux réel engendre un flux monétaire.**

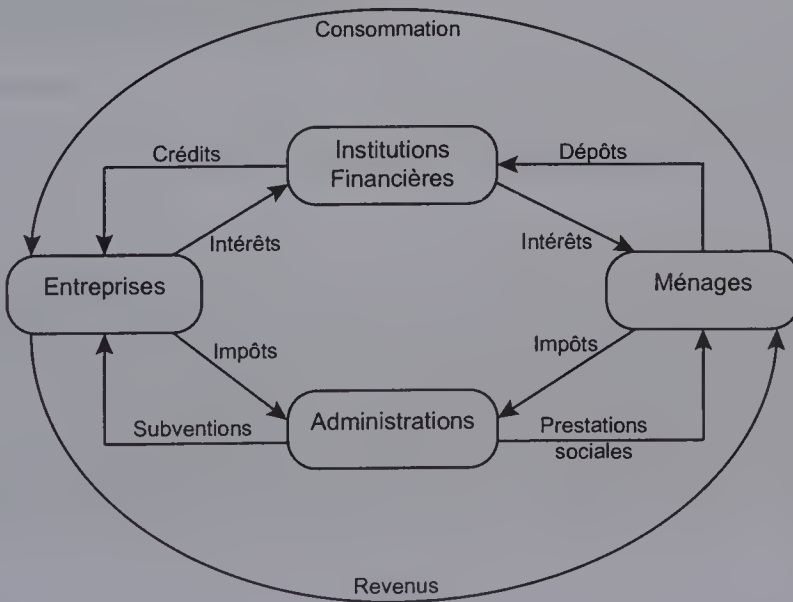
Le schéma ci-dessous représente un circuit économique très simplifié entre les entreprises et les ménages. Les flux réels sont représentés par les flèches fines et les flux monétaires par les flèches épaisses.

Circuit économique simplifié



Le schéma ci-dessous retrace un exemple de flux entre les quatre principaux secteurs institutionnels que sont les ménages, les entreprises, les institutions financières et les administrations publiques. Par souci de simplification, ne sont représentés que les flux monétaires.

Circuit économique



POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Retrouvez les fonctions économiques des différents agents.

Agents	Fonctions
Ménages	• • Consommer
Entreprises	• • Produire des biens et services marchands
Reste du monde	• • Produire des biens et services non marchands
Administrations publiques	•

Fiche 3

La production

1. Définition de la production
2. La production marchande et la production non marchande
3. Les secteurs d'activité
4. Les branches et les filières

- **Objectif** : Appréhender les contours de la production
- **Prérequis** : Fiches 1 et 2
- **Mots-clefs** : Production, marché, production marchande, production non marchande, secteurs d'activité, secteur primaire, secteur secondaire, secteur tertiaire, tertiarisation de l'économie

1. Définition de la production

La **production** désigne l'activité de création de biens et de services, propres à satisfaire les besoins des individus. Une production s'obtient en transformant des matières premières et des consommations intermédiaires et en combinant du travail et du capital.

Remarque

La culture d'un jardin potager ne conduit pas à une production car elle est destinée à un usage personnel, une autoconsommation. Elle peut être considérée comme production si elle est vendue sur un marché.

De même, les travaux réalisés chez soi (ménage, cuisine, bricolage...) ne sont pas considérés comme une production, mais ils le deviennent lorsqu'ils sont effectués par une personne rémunérée.

2. La production marchande et la production non marchande

La production est dite **marchande** lorsqu'elle peut s'échanger sur un **marché** à un prix couvrant au moins 50 % des coûts engendrés par cette activité.

La production marchande est donc créée par tous les secteurs institutionnels à l'exception des administrations privées et publiques.

EXEMPLES : Fabrication de meubles, produits financiers...

Information

La production marchande représente environ 80 % de la production globale dans l'économie française.

La production **non marchande** correspond aux biens et services fournis à **titre gratuit ou quasi gratuit** par les administrations publiques et privées à l'ensemble de la collectivité ou à des groupes particuliers d'agents économiques.

EXEMPLES : Équipements collectifs d'une municipalité, enseignement public, police nationale...

Remarque

Un service est quasi gratuit si son prix est inférieur au coût de production.

Exemple : Une cotisation annuelle à une association permet de bénéficier d'un ensemble de services dont le prix est supérieur à la cotisation annuelle.

Un même secteur peut faire cohabiter une production marchande et une production non marchande.

EXEMPLE : Le secteur de la santé offre une production marchande (les médecins libéraux, les cliniques privées...) et une production non marchande (les hôpitaux publics, la médecine scolaire, la médecine du travail...).

3. Les secteurs d'activité

Les entreprises peuvent être classées selon leur production en trois secteurs. Cette distinction résulte des travaux de Colin Clark (1905-1989), économiste et statisticien britannique et Alfred Sauvy (1898-1990), économiste, démographe et sociologue français.

Le secteur primaire

Il regroupe l'ensemble des entreprises agricoles ou travaillant dans les domaines de l'extraction, de l'exploitation forestière...

EXEMPLES : Agriculture, élevage, exploitation de mines...

Le secteur secondaire

Il regroupe l'ensemble des entreprises produisant des biens économiques que ces biens soient à destination des ménages ou d'autres entreprises.

EXEMPLES : Production de meubles, production de puces électroniques, production de chaussures, construction immobilière...

Le secteur tertiaire

Il regroupe l'ensemble des entreprises fournissant des services aux entreprises ou aux particuliers.

EXEMPLES : Banque, formation, agence de voyage, assurance, coiffeur, commerçant, entreprise de transport...

3

Remarque

Dans les années 1970, certains auteurs économiques ont avancé l'idée d'un « secteur quaternaire » qui regrouperait les activités à forte valeur intellectuelle, notamment les travaux liés à l'information et à la communication (Internet, presse, activité de conseil...).

En France, le secteur primaire occupe moins de 3 % des travailleurs. Le secteur secondaire représente 20 % de l'emploi français alors que le secteur tertiaire occupe plus de 75 % des travailleurs.

Les économistes parlent de la « **tertiarisation de l'économie** » pour décrire la part croissante du secteur tertiaire dans les activités des entreprises. La tertiarisation de l'économie s'explique par une augmentation constante des besoins en services, par une hausse du niveau de vie et par le développement des technologies.

4. Les branches et les filières

Les entreprises peuvent être ordonnées par branche d'activité et par filière.

Les branches

Une branche définit l'ensemble des entreprises qui ont la même activité de production.

EXEMPLE : La branche automobile désigne l'ensemble des constructeurs de voitures.

Les filières

Une filière regroupe l'ensemble des entreprises qui interviennent à un moment ou à un autre dans la production d'un produit fini.

EXEMPLE : La filière lait désigne les éleveurs qui récoltent le lait, les entreprises qui conditionnent le lait et les entreprises qui le vendent.

Remarque

Les entreprises peuvent être classées selon leur taille.

Une microentreprise occupe moins de 10 salariés.

Une petite et moyenne entreprise (PME) dispose d'un effectif compris entre 10 et 249 salariés.

Une entreprise de taille intermédiaire (ETI) occupe un effectif compris entre 250 et 5 000 salariés.

Une grande entreprise a un effectif supérieur à 5 000 salariés.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Déterminez si les productions suivantes sont des productions marchandes ou non marchandes.

- a. Une entreprise fabrique des voitures.
- b. Un apiculteur vend son miel.
- c. Un étudiant aide sa camarade dans un devoir d'économie.
- d. La SNCF vend des billets de train.
- e. La municipalité installe des nouveaux bancs sur la promenade.

RÉVISIONS – FICHES 1 À 3 – QCM

1. La nourriture :

- a. est un bien libre
- b. satisfait un besoin primaire
- c. satisfait un besoin secondaire

2. Une entreprise qui produit des meubles et une entreprise qui commercialise ces meubles font partie :

- a. de la même filière
- b. de la même branche
- c. du même secteur d'activité

3. La microéconomie :

- a. part de l'individuel pour comprendre le collectif
- b. part du collectif pour comprendre l'individuel
- c. considère que la société crée des phénomènes globaux indépendants de la volonté individuelle

4. En France, le secteur d'activité dominant est :

- a. le secteur primaire
- b. le secteur secondaire
- c. le secteur tertiaire

5. L'électricité est :

- a. une production marchande
- b. une production non marchande
- c. un service quasi gratuit

RÉVISIONS - FICHES 1 À 3 - QCM

6. Le versement d'un salaire est :

- a. un flux réel
- b. un flux monétaire
- c. un flux tendu

7. Les ménages ont pour fonction économique principale :

- a. la consommation
- b. la production
- c. l'investissement

8. Un bien libre est :

- a. un bien économique
- b. un bien gratuit
- c. un bien rare

9. Une entreprise de nettoyage industriel fait partie :

- a. du secteur primaire
- b. du secteur secondaire
- c. du secteur tertiaire

10. Un service est :

- a. consommé lors de sa production
- b. un bien matériel
- c. un bien stockable

Fiche 4

La croissance

1. La mesure de la richesse
2. La croissance
3. Les limites de la mesure de la croissance
4. Les nouveaux indicateurs de richesse

- **Objectif** : Comprendre la mesure de la croissance et ses enjeux
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Valeur ajoutée, PIB, PNB, taux de croissance, croissance intensive, croissance extensive, expansion, crise, récession, reprise, cycle économique, économie souterraine, externalités, développement, parité de pouvoir d'achat, indicateur de développement humain, indicateur de pauvreté humaine

La **croissance** désigne l'augmentation de la richesse créée par un pays. La croissance se mesure par la variation d'un indicateur pertinent pour exprimer la richesse, le plus souvent le PIB. Elle s'exprime en pourcentage.

1. La mesure de la richesse

La valeur ajoutée

Au niveau d'une entreprise, la création de richesse est mesurée par sa **valeur ajoutée**.

La **valeur ajoutée** (VA) représente la richesse réelle créée par une entreprise du fait de son activité de production. Elle se calcule en faisant la différence entre la valeur de la production à la vente, c'est-à-dire son chiffre d'affaires (CA), et la valeur des biens et services utilisés pour obtenir cette production, c'est-à-dire ses consommations intermédiaires (CI).

Remarque

Les consommations intermédiaires sont utilisées par les entreprises, par opposition aux consommations finales qui sont utilisées par les ménages.

$$\text{Valeur ajoutée} = \text{Valeur de la production} - \text{Consommations intermédiaires}$$
$$VA = CA - CI$$

Remarque

Le chiffre d'affaires correspond à la valeur des ventes. Il est le produit des quantités vendues et de leurs prix.

$$CA = \text{Quantités vendues} \times \text{Prix unitaire}$$

La valeur ajoutée représente la richesse créée par une seule entreprise. Elle ne prend pas en compte les consommations intermédiaires qui sont la création de richesses d'autres entreprises, les fournisseurs.

EXEMPLE : Une usine fabrique de la moutarde, vendue dans des petits pots de verre. L'entreprise ne fabrique que la moutarde. Elle vend cette moutarde avec les pots de verre qu'elle doit acheter auprès de ses fournisseurs. Les pots de verre sont des consommations intermédiaires.

Le chiffre d'affaires englobe la vente de la moutarde mais aussi des petits pots de verre alors que sa création réelle n'est que la moutarde.

Sa valeur ajoutée ne représente que la valeur de la moutarde donc son chiffre d'affaires, duquel il faut soustraire la valeur des petits pots de verre. Les pots de verre représentent la valeur ajoutée de son fournisseur.

- ▷ **Si on ne prenait en compte que le chiffre d'affaires des entreprises pour calculer la production d'un pays, les consommations intermédiaires seraient comptabilisées deux fois.**

Le PIB

Au niveau national, la richesse d'un pays se calcule par un indicateur appelé le **produit intérieur brut** (PIB). C'est un **agrégat** qui mesure la richesse créée par les différents agents économiques présents sur le territoire national que ce soit en termes de production marchande ou de production non marchande. Le PIB correspond à la somme de l'ensemble des valeurs ajoutées des entreprises situées dans le pays.

$$\text{PIB} = \text{Somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises sur le territoire national}$$

Au niveau statistique, il se calcule en ajoutant les droits de douanes et en retirant les subventions à l'importation.

$$\text{PIB} = \text{Somme des valeurs ajoutées} + \text{Droits de douane} - \text{Subventions à l'importation}$$

Remarque

Le PIB prend en compte toutes les entreprises situées sur le territoire national, y compris les entreprises étrangères, mais ne prend pas en compte les entreprises nationales situées à l'étranger, d'où son intitulé de produit intérieur, sous-entendu à l'intérieur du pays.

Le PIB est l'indicateur le plus utilisé en économie. C'est à partir de cet indicateur qu'est calculée la **croissance** d'un pays.

Le PNB

Le **produit national brut** (PNB) correspond à la richesse créée par les entreprises d'une même nationalité qu'elles soient sur le territoire national ou à l'étranger. Il est calculé à partir du PIB auquel sont ajoutées les valeurs ajoutées des entreprises nationales à l'étranger et soustraites les valeurs ajoutées des entreprises étrangères sur le territoire national.

$$\text{PNB} = \text{PIB} - \text{VA des entreprises étrangères sur le territoire national} + \text{VA des entreprises nationales à l'étranger}$$

Remarque

Le PNB français prend donc en compte la production des entreprises françaises en France et à l'étranger et ne prend pas en compte la production des entreprises étrangères en France, d'où son appellation de produit national.

2. La croissance

Le taux de croissance

Quand on parle de croissance, on parle de croissance du PIB. La croissance est donc un taux de variation du PIB, elle représente **l'accroissement de la richesse créée par l'ensemble des entreprises dans un pays.**

$$\text{Taux de croissance} = \text{Taux de variation du PIB} = \frac{\text{PIB 2}^{\text{e}} \text{ période} - \text{PIB 1}^{\text{e}} \text{ période}}{\text{PIB 1}^{\text{e}} \text{ période}}$$

EXEMPLE : Un pays enregistre un PIB de 2 500 millions d'euros pour la période 1 et 2 550 millions d'euros pour la période 2, il connaît une croissance de 2 %.

$$\text{Croissance} = \frac{2\,550 \text{ M€} - 2\,500 \text{ M€}}{2\,500 \text{ M€}} = 0,02 = 2 \%$$

La croissance s'exprime toujours en pourcentage. La variation de la croissance s'exprime donc en « **points** ». Un taux de croissance qui passe de 2,2 % à 2 % correspond à une perte de croissance de 0,2 point. C'est alors un ralentissement de la croissance mais pas une diminution du PIB.

Remarque

Afin de faciliter les comparaisons internationales ou inter-régionales, l'indicateur de richesses utilisé est le PIB/tête c'est-à-dire le PIB par habitant. Il est calculé par le rapport entre le PIB d'une économie et la population de ce pays.

Les formes de la croissance

On distingue deux formes principales de croissance.

La croissance est dite **extensive** quand elle correspond à une augmentation des quantités de facteurs de production. Elle est alors créatrice d'emplois.

EXEMPLE : Une entreprise décide de produire un bien supplémentaire.

La croissance est dite **intensive** si elle découle de gains de productivité. La production augmente sans augmentation du volume de facteurs de production donc sans création d'emplois.

EXEMPLE : Une entreprise décide d'augmenter sa production en réorganisant le travail.

Remarque

Les notions de productivité et de gains de productivité sont expliquées à la fiche 11.

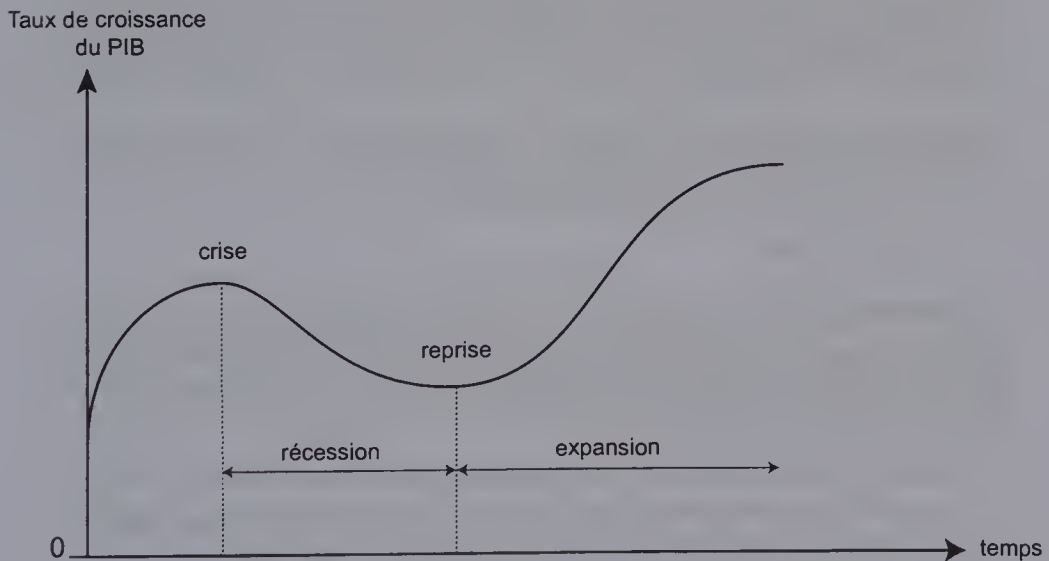
Les phases de la croissance

L'**expansion** correspond à une augmentation du taux de croissance, la hausse du PIB s'accélère.

La **récession** correspond à une diminution du taux de croissance. Le taux de croissance du PIB reste positif, donc le PIB continue d'augmenter mais cette augmentation est plus faible.

- ▷ **Le point de retournement entre une phase d'expansion et une phase de récession est appelé la crise économique.**
- ▷ **Le point de retournement entre une récession et une expansion est appelé la reprise économique.**

L'activité économique évolue selon un cycle qui alterne des phases d'expansion et des phases de récession.

Le cycle économique

Attention

Ne pas confondre récession et taux de croissance négatif.

La récession est un ralentissement de l'activité économique. Le PIB continue de progresser mais moins rapidement.

Un taux de croissance négatif correspond à une diminution du PIB. Cela signifie que l'économie crée moins de richesses.

3. Les limites de la mesure de la croissance

Les productions non prises en compte ou mal évaluées

La mesure de la production par le PIB et de la croissance, ne prend pas en compte toutes les formes de production. Sont **exclus** :

- la production licite mais non déclarée, c'est-à-dire le « travail au noir » ;
- la production illicite, comme par exemple le trafic de drogue, les vols... ;
- la production domestique telle que le bricolage, le jardinage, le ménage... ;
- la production des bénévoles.

Remarque

La production licite mais non déclarée et la production illicite forment l'« économie souterraine ».

En outre, la production non marchande est évaluée à partir des coûts de production ce qui n'est pas un reflet exact de sa valeur.

Les externalités

Une externalité est un avantage ou un inconvénient issu d'une production marchande et qui n'est pas prise en compte par le marché. Il s'agit d'une augmentation ou d'une diminution du bien-être des individus sans que cela ne corresponde à une transaction sur un marché.

EXEMPLE D'EXTERNALITÉ POSITIVE : Un commerçant décide de rénover son magasin et embellit sa devanture avec des fleurs pour attirer ses clients. Les habitants des alentours, même non-clients, profitent d'une vue agréable.

L'exemple d'externalité négative le plus courant est la **pollution**. Cette nuisance réduit le bien-être des individus. Mais d'un autre côté, elle entraîne d'autres productions réparatrices de cette pollution comme le double-vitrage, les usines de traitements des déchets, etc.

4. Les nouveaux indicateurs de richesse

La mesure de la croissance est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour refléter la réalité économique d'un pays et surtout pour comparer les situations des pays entre eux. La croissance est une donnée quantitative, elle ne donne aucune indication sur le bien-être des individus.

Depuis 1990, le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), est chargé d'évaluer le développement des pays.

Le **développement** est un processus de long terme de modification durable des structures économiques, démographiques, culturelles, sociales et politiques d'un pays.

La mesure de ce développement donne des indications plus proches de la réalité que la simple mesure de la croissance, parce qu'elle intègre une dimension qualitative.

La parité de pouvoir d'achat (PPA)

Il s'agit d'une méthode élaborée par l'Organisation des Nations unies (ONU) pour comparer les revenus par habitant des différents pays.

La parité de pouvoir d'achat est un taux de change fictif, calculé sur la base d'un panier de biens pour lequel chaque prix est comparé pays par pays.

Le PNB par tête de chaque pays est réévalué en fonction de cette parité de pouvoir d'achat pour affiner les comparaisons.

L'indicateur de développement humain (IDH)

L'indicateur de développement humain introduit des critères sociaux et qualitatifs dans les comparaisons internationales. Il s'agit donc d'un indicateur multidimensionnel qui prend en compte le revenu par habitant en PPA mais aussi l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le nombre moyen d'années d'études.

L'indicateur de pauvreté humaine (IPH)

Cet indicateur a été créé par le PNUD en 1997. L'indicateur de pauvreté humaine correspond à un IDH qui prend en compte d'autres éléments d'analyse tels que les inégalités hommes / femmes, la part de la population en dessous du seuil de pauvreté...

Conclusion

Il faut manipuler avec attention les chiffres de la production d'un pays et de sa croissance puisqu'ils ne reflètent pas l'exacte création de richesses d'un pays et qu'ils ne prennent pas en compte le développement d'une nation.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Une entreprise de 3 salariés fabrique des tissus à partir de fils et de teinture. En un an, elle a réussi à vendre pour 1 300 000 euros de tissus. Elle a dû acheter pour 310 000 euros de fils et 200 000 euros de teinture. La production de tissus nécessite l'utilisation d'une machine qui a coûté 1 000 000 d'euros à l'achat et qui utilise 10 000 euros d'électricité par an. La rémunération de chacun des salariés est de 30 000 euros par an, charges comprises.

Déterminez la valeur ajoutée de cette entreprise.

Fiche 5

Le marché

1. Définition et représentation d'un marché
2. Les différents types de marché
3. La concurrence pure et parfaite

- **Objectif** : Comprendre le fonctionnement d'un marché et la formation d'un prix
- **Prérequis** : Fiches 1 à 3
- **Mots-clefs** : Marché, prix, offre, demande, marché des biens et services, marché financier, marché monétaire, marché du travail, marché des changes, concurrence, concurrence pure et parfaite

1. Définition et représentation d'un marché

Le **marché** est un lieu irréal de confrontation entre **une offre et une demande**, qui permet de déterminer le **prix** et les quantités échangées. Chaque agent économique est tour à tour offreur sur un marché et demandeur sur un autre.

EXEMPLE : Un travailleur est offreur de travail et demandeur de biens et de services.

Pour comprendre le fonctionnement d'un marché, prenons l'exemple du marché des biens et des services.

- ▷ **L'offre** est la quantité d'un bien économique que les producteurs souhaitent vendre à un prix donné. L'offre est une fonction croissante du prix : plus le prix du produit est élevé, plus les entreprises sont incitées à le produire et à le proposer sur ce marché.
- ▷ La **demande** est la quantité voulue d'un bien par les consommateurs à un prix donné.

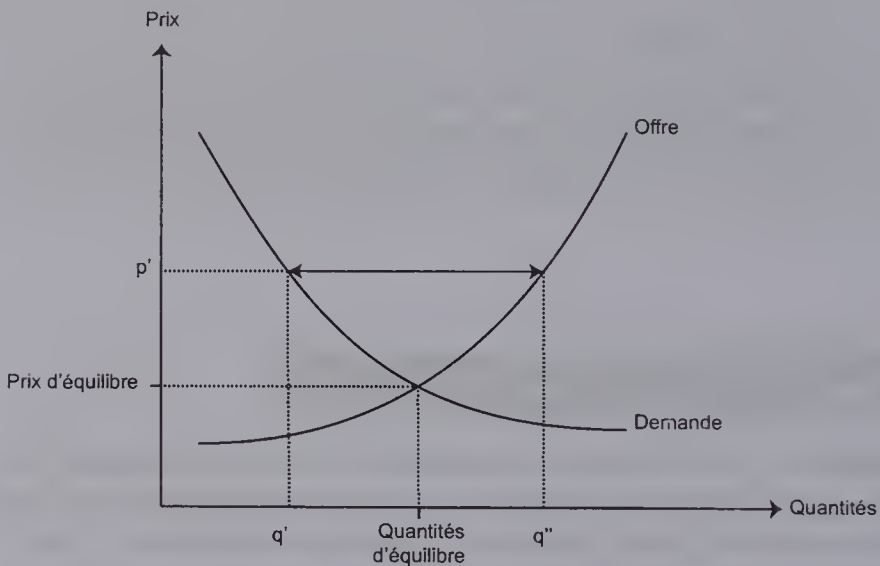
La demande est une fonction décroissante du prix : plus le prix du produit est élevé, moins les consommateurs sont incités à acheter ce produit.

- ▷ Le **prix d'équilibre** est défini par le point de rencontre entre l'offre et la demande. Quand la quantité offerte est égale à la quantité demandée, l'échange peut se réaliser au prix correspondant.

Si la demande est supérieure à l'offre, le prix augmente.
Si l'offre est supérieure à la demande, le prix baisse.

Un marché se représente de la façon suivante.

Le marché



Sur le graphique, en p' , la quantité demandée q' est inférieure à la quantité offerte q'' . L'offre est supérieure à la demande, le prix doit baisser pour atteindre l'équilibre.

Pour un prix élevé, il y a une multitude de producteurs qui souhaitent vendre le produit à ce prix. Mais les consommateurs ne veulent pas dépenser autant pour ce produit.

L'offre est supérieure à la demande : le prix baisse.

Pour un prix faible, peu de producteurs proposent le produit, alors que de nombreux consommateurs sont prêts à acheter à ce prix. Les producteurs ne seront encouragés à vendre que pour un prix plus élevé.

La demande est supérieure à l'offre : le prix augmente.

Ainsi de suite, jusqu'à obtenir un prix qui mette d'accord les vendeurs et les acheteurs.

Tant que le prix d'équilibre n'est pas atteint, l'excédent d'offre provoque une baisse du prix alors qu'une trop forte demande provoque une hausse du prix.

2. Les différents types de marché

Le marché des biens et des services

On distingue :

- le marché des biens de consommation finale sur lequel les ménages formulent une demande et les entreprises une offre. L'utilisation du produit échangé permet la satisfaction directe des besoins des ménages ;
- le marché des biens de production sur lequel s'échangent des produits qui permettent la fabrication d'autres biens et services. Sur ce marché, la demande et l'offre émanent des entreprises.

Le marché du travail

Sur le marché du travail, les travailleurs offrent du travail et les entreprises en demandent. Le prix d'échange correspond au salaire.

Attention

Ne pas confondre le marché du travail et le marché de l'emploi.

Sur le marché du travail, l'offre est formulée par les travailleurs, la demande provient des entreprises. L'économie s'intéresse au marché du travail.

Sur le marché de l'emploi, l'offre est formulée par les entreprises qui proposent des emplois, la demande par les travailleurs, les demandeurs d'emploi.

Le marché financier

Sur le marché financier s'échangent des titres financiers. Ce peut être des actions, des obligations, etc. Les entreprises qui ont besoin de se financer mais aussi l'État offrent des titres financiers. Les entreprises et les ménages qui veulent investir sont les demandeurs.

Remarque

Le marché financier est présenté dans la fiche 20 de cet ouvrage.

Le marché monétaire

Sur le marché monétaire s'échange de la monnaie sous forme de capitaux à court terme. N'interviennent sur ce marché que les banques et les banques centrales des différents pays.

Le marché des changes

Sur le marché des changes s'échangent des devises des différents pays. Le prix correspond au taux de change. Tout agent économique qui désire effectuer une transaction avec l'étranger doit se rendre sur ce marché pour obtenir des devises.

3. La concurrence pure et parfaite

Dans une économie de marché, chaque marché se doit de respecter les règles de la concurrence. Un marché respecte « la concurrence pure et parfaite » s'il remplit cinq contraintes.

L'atomicité de l'offre et de la demande

Le marché est composé d'une grande quantité d'offreurs et d'une grande quantité de demandeurs. Aucun agent économique ne peut influencer, seul, le marché.

EXEMPLE : Dans une certaine mesure, la vente par Internet respecte cette condition. Les offreurs sont très nombreux et les acheteurs aussi.

L'homogénéité des produits

Les produits échangés sur le marché ont des caractéristiques similaires. Ils ne peuvent se différencier que par le prix.

EXEMPLE : Le marché des offres Internet illimitées. Les offres sont similaires, seul le prix diffère d'un opérateur à un autre.

La libre entrée et sortie sur un marché

Une entreprise peut à tout moment entrer ou sortir du marché sans que cela ne se traduise par un coût dissuasif. Il ne doit y avoir aucune barrière à l'entrée ou à la sortie du marché.

CONTRE-EXEMPLE : Les opérateurs de téléphone, en France, doivent obtenir un agrément délivré par les autorités. Cela constitue une barrière à l'entrée du marché.

L'information parfaite ou transparence

Les offreurs et les demandeurs sont parfaitement informés à tout moment de l'état réel du marché c'est-à-dire des quantités offertes, des quantités demandées et des prix pratiqués.

EXEMPLE : Le marché financier par Internet. Toute personne a accès aux cours de Bourse en direct.

La mobilité parfaite des facteurs de production ou la fluidité de l'offre et de la demande

L'offre peut s'adapter à la demande. Cela suppose que les facteurs de production, le travail et le capital, peuvent être transférés d'un marché à l'autre. De même, les acheteurs peuvent s'adresser à n'importe quel vendeur.

CONTRE-EXEMPLE : Les médecins libéraux sont trop peu nombreux, surtout dans les zones rurales. Il faut du temps pour former de nouveaux médecins et les inciter à venir s'installer dans ces régions.

- ▷ **La concurrence pure et parfaite (CPP) est un modèle théorique de référence. Aucun marché réel ne remplit ces conditions.**

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Complétez les affirmations suivantes avec les termes manquants.

Le marché du travail est le lieu de rencontre entre une demande de travail qui provient des et une offre de travail qui émane des

Le prix du marché du travail est le

Les devises s'échangent sur le marché des Le prix de ce marché est le

Sur un marché, le prix d'équilibre s'obtient quand les quantités offertes sont aux quantités demandées.

Si l'offre est supérieure à la demande, le prix doit pour atteindre l'équilibre. Si la demande est supérieure à l'offre, le prix doit pour atteindre l'équilibre.

Fiche 6

La concurrence

1. La concurrence imparfaite
2. Le secteur public productif
3. La concentration

- **Objectif** : Appréhender la concurrence imparfaite d'une économie de marché
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clés** : Monopole, duopole, oligopole, concurrence monopolistique, concentration, secteur public, nationalisation, privatisation

1. La concurrence imparfaite

L'économie de marché, présente des formes de marché qui ne respectent pas les conditions de la concurrence pure et parfaite, surtout l'atomicité.

Les différentes formes de concurrence imparfaite

Offreurs Demandeurs	Un seul	Un petit nombre	Une multitude
Un seul	Monopole bilatéral	Monopsonne contrarié	Monopsonne
Un petit nombre	Monopole contrarié	Oligopole bilatéral	Oligopsonne
Une multitude	Monopole	Oligopole	Concurrence pure et parfaite

EXEMPLES

Monopole : la SNCF pour le transport ferroviaire de voyageurs.

Monopsonne : le marché de l'armement, l'État étant le seul acheteur.

Oligopole : le marché de la téléphonie mobile avec seulement quatre entreprises sur le marché (Orange, SFR, Bouygues Télécom, Free Mobile).

Remarque

Un marché qui ne propose que deux offreurs est appelé un duopole, par exemple Airbus et Boeing sur le marché des constructeurs aéronautiques de gros porteurs.

Le monopole

Le monopole est une situation dans laquelle un seul offreur, le vendeur, intervient sur le marché. Il représente l'absence totale de concurrence. Les consommateurs n'ont pas le choix, ils sont obligés de lui adresser leur demande s'ils veulent obtenir le produit proposé.

Il existe plusieurs origines à une situation de monopole.

Le monopole naturel

Le monopole naturel est une situation qui s'impose à l'économie pour contrecarrer la faiblesse du marché. Il s'agit de secteurs économiques qui ne sont pas assez rentables pour qu'une multitude d'entreprises s'y intéressent parce qu'ils présentent des coûts d'infrastructure trop importants. Une seule entreprise devient alors vendeur sur ce marché. Le plus souvent, il s'agit d'une entreprise publique qui peut supporter des coûts de structure très importants.

EXEMPLES : Eau, électricité, autoroutes, chemins de fer...

Le monopole légal

Le monopole légal est fixé par la loi. La production est alors assurée par une entreprise publique. Il permet de restreindre la concurrence afin d'atteindre des objectifs politiques comme la sécurité, la solidarité...

EXEMPLE : La Poste qui permet à chaque habitant quel que soit son lieu d'habitation de recevoir le courrier.

Le monopole privé

Le monopole privé correspond à une situation dans laquelle une seule entreprise propose ses produits sur un marché donné. Une entreprise qui détient une très grande majorité des parts de marché peut être considérée comme un monopole privé, même si quelques concurrents existent.

EXEMPLE : Microsoft pour son système d'exploitation Windows qui détient plus de 90 % des parts de marché des ordinateurs particuliers, face à Mac OS et Linux.

Le monopole local

Le monopole local correspond à un monopole privé sur un territoire donné.

EXEMPLE : Une station-service isolée sans concurrent aux alentours.

Le monopole technologique

Le monopole technologique est une forme de monopole privé qui repose sur la détention d'un brevet. Ce **brevet** permet à une entreprise d'être la seule à produire un bien particulier. Le monopole technologique est donc limité à la durée du brevet technologique. Il permet aussi de stimuler la recherche et les investissements des entreprises puisqu'il confère une position dominante à une entreprise.

EXEMPLE : Les laboratoires pharmaceutiques déposent des brevets quand ils découvrent une nouvelle molécule. Quand ce brevet tombe dans le domaine public, d'autres laboratoires peuvent utiliser cette technologie et fabriquer des médicaments génériques.

La concurrence monopolistique

La concurrence monopolistique est une situation de concurrence dans laquelle les offreurs différencient leurs produits pour se créer des positions de monopole. Chaque entreprise offre des produits avec des caractéristiques différentes des produits des concurrents qui permettent de capter une clientèle particulière.

La concurrence monopolistique est une forme très commune de marché. Les entreprises actuellement cherchent toujours à se distinguer par rapport à la concurrence et à être les seules à proposer une caractéristique de leurs produits.

EXEMPLE : Le marché de la boulangerie. Toutes les boulangeries proposent du pain. Chacune essaye donc de se différencier en produisant des spécialités (pains aux noisettes et aux raisins, pains aux légumes...).

2. Le secteur public productif

Définition

Le secteur public productif comprend les entreprises directement détenues par l'État ou faisant partie d'un groupe dont la société-mère est détenue par l'État.

Information

Au 31 décembre 2015, l'État français contrôle 81 sociétés dont les plus importantes sont EDF, Engie (ex GDF-Suez), Renault, Airbus, Orange, SNCF, Air France-KLM et la Poste.

Nationalisation

Le secteur public s'accroît avec la nationalisation des entreprises.

La nationalisation correspond au transfert de la propriété d'une entreprise privée à l'État.

Une production peut être assurée par l'État pour diverses raisons :

- parce qu'elle n'est pas rentable, par exemple l'aménagement public ;
- pour des motifs idéologiques, comme Renault en 1945 ;
- pour contrôler un secteur clé de l'économie, notamment les énergies (EDF, GDF) ;
- pour soutenir un secteur en difficulté, telle la SNCF dans les années 1930.

▷ **La France a connu deux grandes vagues de nationalisations : après la Seconde Guerre mondiale et en 1982.**

Privatisation

Le secteur public décroît avec la privatisation des entreprises.

La privatisation correspond au transfert de la propriété d'une entreprise du secteur public au secteur privé. L'État vend des entreprises publiques à des investisseurs privés.

À partir de 1993, la France connaît une grande vague de privatisation. Entre 1993 et 2005, 19 entreprises sont privatisées.

EXEMPLES : Renault, BNP, Rhône-Poulenc, le Crédit Lyonnais,...

Remarque

La privatisation ne signifie pas que l'État ne détient plus d'actions dans ces entreprises, mais seulement qu'il n'a plus la majorité.

3. La concentration

La **concentration** est un mouvement de regroupement des entreprises d'un marché qui se traduit par l'augmentation de la taille des entreprises et la diminution du nombre d'entreprises sur le marché.

EXEMPLE : Un marché est composé de 3 entreprises. Si 2 de ces entreprises fusionnent, la taille de l'entreprise née de la fusion est plus importante et le marché ne compte plus que 2 entreprises.

Les causes de la concentration

Les dernières décennies sont marquées par une accélération du phénomène de concentration des entreprises. Les entreprises qui participent à des opérations de concentration ont plusieurs objectifs :

- **un objectif industriel** : rationaliser la production, améliorer la productivité par rapport aux concurrents... ;
- **un objectif commercial** : conquérir des parts de marché, diversifier la production, améliorer le rapport de force vis-à-vis d'un fournisseur, contrôler l'approvisionnement ou la distribution... ;
- **un objectif financier** : augmenter les profits, se diversifier et donc minimiser les risques, profiter d'opportunités...

Plus un marché est concentré, plus il se rapproche de la situation oligopolistique. L'oligopole présente un risque accru d'entente entre les offreurs au détriment du consommateur.

EXEMPLE : Le marché de la téléphonie mobile. Les trois grands opérateurs ont été condamnés pour entente sur les prix par les autorités européennes.

Les formes de la concentration

On distingue la concentration horizontale de la concentration verticale :

- **La concentration horizontale** permet de regrouper plusieurs entreprises au même stade de production.

EXEMPLE : Rachat d'un concurrent.

- **La concentration verticale** réunit des entreprises à différents stades de la production.

EXEMPLE : Rachat d'un fournisseur ou rachat d'un distributeur.

Les modalités de la concentration

La concentration d'entreprise peut s'opérer de différentes façons :

- **La prise de participation** : une société acquiert une partie du capital d'une autre société, afin de la contrôler.
- **L'apport partiel d'actifs** : une société apporte une partie de ses actifs au capital d'une autre société qui voit ainsi augmenter sa taille.
- **La fusion** : deux sociétés apportent tous leurs biens pour créer une nouvelle société. Les deux premières sociétés sont donc dissoutes.
- **La fusion-absorption** : une société rachète tous les capitaux d'une autre société qui disparaît. La première société devient donc plus importante.

- ▷ **La constitution de groupe** : il s'agit de la prise de contrôle d'une entreprise (filiale) par une autre (la société mère). Les principales orientations stratégiques et la gestion de l'ensemble constitué sont le rôle d'un centre de décision unique (la société mère).

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Indiquez, pour chacun des produits suivants, la forme concurrentielle du marché correspondant.

Les surplus de production d'électricité par panneaux solaires, les cartes SIM pour téléphones portables, les jeux de grattage, l'expédition d'un colis à l'étranger, les agences de voyages.

RÉVISIONS - FICHES 4 À 6 - QCM

1. La valeur ajoutée représente :

- a. la production d'une entreprise
- b. la création de richesse d'une entreprise
- c. le profit d'une entreprise

2. Une action s'échange :

- a. sur le marché monétaire
- b. sur le marché des changes
- c. sur le marché financier

3. Sur un marché, l'offre est :

- a. croissante du prix
- b. décroissante du prix
- c. indifférente au prix

4. Une entreprise rachète un client, c'est une opération de :

- a. concentration horizontale
- b. concentration verticale
- c. concentration diagonale

5. Lors d'une privatisation :

- a. l'État achète une entreprise
- b. l'État vend une entreprise
- c. l'État ferme une entreprise

RÉVISIONS – FICHES 4 À 6 – QCM

6. La création de richesse des entreprises étrangères sur le sol français est comptabilisée dans :
- a. le PIB
 - b. le PNB
 - c. les exportations
7. Un taux de croissance qui diminue correspond à :
- a. une accélération de l'augmentation du PIB
 - b. une diminution du PIB
 - c. un ralentissement de l'augmentation du PIB
8. Le marché de l'automobile est un marché :
- a. de concurrence pure et parfaite
 - b. de concurrence monopolistique
 - c. de monopole
9. Une entreprise qui rachète un concurrent, c'est une opération :
- a. de prise de participation
 - b. de fusion-absorption
 - c. de scission
10. Un marché qui ne comprend que deux offreurs est :
- a. un monopole
 - b. un duopole
 - c. un marché de concurrence monopolistique

Fiche 7

Le travail

1. La population active et le taux d'activité
2. Les aspects quantitatifs du travail
3. Les aspects qualitatifs du travail
4. Le capital humain
5. La flexibilité du travail
6. La précarité

- **Objectif** : Mesurer la population active dans ses aspects quantitatifs et qualitatifs
- **Prérequis** : Fiches 1 et 2
- **Mots-clefs** : Population active, taux d'activité, durée du travail, flexibilité, capital humain, PCS

Le **travail** est un facteur de production. Il correspond à la force de travail nécessaire à l'activité de production, offerte par la population active et demandée par les entreprises.

1. La population active et le taux d'activité

Définition

La **population active** regroupe l'ensemble des individus qui exercent une activité rémunérée ou qui déclarent chercher à exercer une activité rémunérée. Il s'agit donc de l'ensemble des travailleurs et des chômeurs.

Les travailleurs forment la population active occupée.

Les chômeurs forment la population active non occupée.

Information

En France, la population active regroupe 28,6 millions de personnes en 2015. La population active occupée représente 25,8 millions de personnes. (source : Insee)

Sont exclus de la population active : les enfants, les étudiants, les hommes et femmes au foyer et les retraités. Ils forment les inactifs.

Remarque

Les étudiants ou les retraités qui occupent un emploi contre une rémunération sont comptabilisés dans la population active.

Le taux d'activité

Le taux d'activité mesure la proportion d'actifs par rapport à la population totale.

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active}}{\text{Population totale}}$$

Information

En France, le taux d'activité en 2015 est de 56,1 % (source Insee). Cela signifie que sur 100 habitants en France, 56 travaillent ou sont au chômage.

2. Les aspects quantitatifs du travail**Les facteurs de variation de la population active**

La population active varie principalement en fonction de deux types de facteurs qui touchent à la fois les actifs et les inactifs :

- **Les facteurs démographiques** : pyramide des âges, taux de natalité, taux de mortalité, immigration...
- **Les facteurs socio-culturels** : taux d'activité des femmes, durée de la scolarité, âge moyen de départ à la retraite...

La durée du travail

La quantité de travail disponible sur le marché résulte du nombre de personnes actives mais aussi de la durée moyenne du travail.

- **Sur la durée de la vie** : l'âge de départ à la retraite n'a cessé de s'abaisser au fil des décennies. Pourtant, ces dernières années, il est question de rehausser l'âge de départ à la retraite afin d'améliorer le financement des retraites.
- **Sur l'année** : depuis 1936, les salariés français bénéficient de congés payés. Désormais, la durée minimale de ces congés payés est de 5 semaines par an.
- **Sur la semaine** : la durée hebdomadaire du travail a progressivement diminué. En 1973, elle était de 46 heures, puis de 39 heures en 1982. Aujourd'hui, c'est la règle des 35 heures hebdomadaires qui est appliquée mais cette règle est parfois remise en question au profit d'une nouvelle hausse de la durée du travail.
- **Sur la journée** : la journée de travail a été établie à 8 heures en 1919. Désormais, elle est proche, pour certaines catégories de salariés, de 7 heures.

3. Les aspects qualitatifs du travail

Les Professions et Catégories Socio-professionnelles

La population active est constituée de 6 Professions et Catégories Socio-professionnelles (PCS) :

- les agriculteurs exploitants ;
- les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ;
- les cadres et professions intellectuelles supérieures ;
- les professions intermédiaires (professeurs des écoles, agents de maîtrise...)
- les employés qui travaillent dans les administrations et dans les bureaux ;
- les ouvriers qui travaillent dans les usines.

À cela s'ajoute la PCS des retraités.

La mécanisation croissante de l'activité agricole a participé au fort déclin de la population agricole au cours du siècle dernier.

De même, le nombre d'ouvriers est en forte baisse depuis les années 1970. Le choc pétrolier de 1973 et l'automatisation croissante des activités nécessitant peu de qualification expliquent la diminution progressive de la population ouvrière.

La France s'est fortement spécialisée dans les services qui demandent une meilleure qualification des salariés. Cela a eu pour conséquence une forte hausse du nombre d'employés.

Répartition de la population active occupée en 2015 (en %)	Hommes	Femmes	Ensemble
Agriculteurs exploitants	2,5	1,0	1,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	8,7	3,9	6,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	20,5	14,7	17,7
Professions intermédiaires	23,4	27,6	25,4
Employés	12,9	44,2	28,0
Ouvriers	31,7	8,4	20,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0
<i>Effectif (en milliers)</i>	<i>13 361,1</i>	<i>12 483,0</i>	<i>25 844,1</i>

Source : Insee

L'amélioration de la qualification

Le niveau de qualification professionnelle des travailleurs ne cesse de s'améliorer. Les avancées techniques et technologiques nécessitent une adaptation des compétences.

On assiste d'une part à un allongement de la durée des études et d'autre part au développement de la **formation professionnelle** tout au long de la vie.

EXEMPLES : Le congé individuel de formation (CIF), la validation des acquis de l'expérience (VAE), etc.

4. Le capital humain

La théorie du capital humain a été développée en 1964 par Gary Becker (1930-2014), économiste américain qui a obtenu le prix Nobel d'économie en 1992.

Le **capital humain** se définit comme l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire.

La notion de capital exprime l'idée d'un « stock » de connaissances pouvant donc être accumulé et pouvant aussi s'user. L'individu fait un arbitrage entre continuer à travailler et se former pour obtenir une meilleure qualification et un meilleur revenu futur.

Pour accumuler ce capital humain, l'individu acquiert des connaissances générales dans le cadre de sa formation initiale dans le système éducatif mais aussi des formations spécifiques au sein des entreprises ou par la formation continue.

5. La flexibilité du travail

La flexibilité consiste à adapter la quantité et la qualité de travail aux besoins de l'activité des entreprises.

Elle peut prendre diverses formes :

- **La flexibilité quantitative externe** consiste à faire varier les effectifs de l'entreprise en fonction des besoins par le recours aux contrats de travail précaires (CDD, stages) ou aux licenciements.
- **La flexibilité qualitative externe** consiste à remplacer le contrat de travail par un contrat commercial plus souple à rompre.

EXEMPLES : Travail intérimaire, l'externalisation des activités annexes à la production (gardiennage, restauration, transport, nettoyage, etc.).

- **La flexibilité quantitative interne** s'obtient par la variation de la durée de l'activité en fonction de la production.

EXEMPLES : Temps partiels, annualisation de la durée du travail (les périodes de faible activité compensent les périodes d'activité intense ce qui évite le recours aux heures supplémentaires plus onéreuses).

- **La flexibilité qualitative interne**, encore appelée flexibilité fonctionnelle, les travailleurs polyvalents sont utilisés en fonction des besoins de la production.

EXEMPLE : Une assistante de direction remplit plusieurs tâches différentes (courrier, rédaction de comptes rendus, traduction, organisation des plannings...).

- **La flexibilité des rémunérations.** Les rémunérations peuvent varier en fonction des résultats de l'entreprise.

EXEMPLES : Primes de réalisation des objectifs, intéressement aux résultats de l'entreprise...

6. La précarité

La **précarité** désigne l'incertitude à propos de la pérennité d'une situation professionnelle.

La **précarisation de l'emploi** est favorisée par les formes de travail qui sont pas des CDI (contrats à durée indéterminée). Les salariés précaires sont les salariés en CDD (contrat à durée déterminée), les intérimaires, les stagiaires, les temps partiels subis, etc.

Information

En France, en 2015, 3,2 millions de personnes sont des salariés précaires, ce qui représente 12,3 % des emplois.

La précarité touche également les **travailleurs indépendants**.

EXEMPLES : auto-entrepreneurs, exploitants agricoles, artisans, commerçants, libéraux, dirigeants de société, etc.

Les travailleurs indépendants ne sont pas salariés, ils vendent leurs productions, biens ou services.

De nombreux travailleurs indépendants n'ont pas de situation professionnelle stabilisée. Ils peuvent aussi être considérés comme précaires.

EXEMPLES : coiffeur, chauffeur de taxi, aide à domicile, consultant, freelance, etc.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE _____

Déterminez à quelle forme de flexibilité correspondent les actions suivantes.

- a. Réduire le temps de travail d'un employé.
- b. Embaucher un stagiaire pour trois mois.
- c. Faire appel à une société de gardiennage.
- d. Demander à un employé d'occuper deux postes différents.
- e. Accorder une prime de résultat.

Fiche 8

Le chômage

1. Définitions
2. La mesure du chômage
3. Les différentes formes de chômage
4. Le chômage selon les libéraux
5. Le chômage selon Keynes

— **Objectif** : Appréhender les enjeux du chômage

— **Prérequis** : Fiches 1, 2 et 7

— **Mots-clefs** : Chômage, BIT, DEFM, chômage structurel, chômage conjoncturel, chômage naturel, plein emploi, chômage volontaire, demande effective, Walras, Keynes, libéraux, politique de relance, politique de l'emploi, compétitivité, SMIC

1. Définitions

Plusieurs définitions du chômage sont possibles. En France, deux définitions sont utilisées : celle du Pôle Emploi et celle du BIT.

Définition du Pôle Emploi

Le Pôle Emploi considère comme chômeurs les **demandeurs d'emploi en fin de mois** (DEFM), c'est-à-dire les personnes inscrites au Pôle Emploi qui déclarent chercher activement un emploi.

En France, le ministère de l'Économie diffuse tous les mois le niveau du chômage selon cette définition. Elle est restrictive parce qu'elle ne prend pas en compte les personnes qui cherchent un emploi et qui ne sont pas inscrites au Pôle Emploi.

EXEMPLE : Les personnes radiées des listes du Pôle Emploi.

Le Pôle Emploi utilise une classification des DEFM en fonction de leur disponibilité à occuper un emploi :

- les chômeurs de catégorie A ne travaillent pas et sont à la recherche d'un emploi immédiatement ;
- les chômeurs de la catégorie B ont une activité de moins de 78 heures par mois et sont à la recherche d'un emploi immédiatement ;
- les chômeurs de la catégorie C ont une activité de plus de 78 heures par mois et sont à la recherche d'un emploi à temps complet immédiatement ;
- les chômeurs de la catégorie D ne sont pas disponibles immédiatement pour occuper un emploi car ils sont en formation, en congés maladie, etc.

Information

Les chiffres du chômage diffusés par le ministère de l'Économie concernent les chômeurs des catégories A, B et C.

En septembre 2016, ces 3 catégories représentent 5,5 millions de chômeurs, dont 3,5 millions de chômeurs de catégorie A.

Source : DARES

Définition du BIT

En 1982, le Bureau international du travail (BIT) adopte une définition précise d'un **chômeur**. Est considérée comme chômeur une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans les trois mois.

La définition du BIT ne prend pas en compte les personnes qui occupent une activité de remplacement (garde d'enfants, ménage...) et qui sont toujours à la recherche d'un emploi.

Cette définition est utilisée par l'Insee qui effectue une enquête tous les trois mois pour déterminer le niveau du chômage. Cela permet d'effectuer des comparaisons internationales.

Information

En septembre 2016, le nombre de chômeurs en France au sens du BIT est de 2,8 millions de personnes.

Source : Insee

2. La mesure du chômage

Le taux de chômage

Le chômage se mesure par le **taux de chômage** qui rapporte la population active inoccupée, c'est-à-dire les chômeurs, à la population active totale.

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active totale}}$$

Le niveau du taux de chômage dépend de la définition adoptée.

Information

En septembre 2016, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 10,0 %.

Source : Insee

Le halo du chômage

Certaines personnes ne sont pas comptabilisées comme chômeurs au sens du BIT mais recherchent quand même un emploi. Elles constituent le « halo du chômage ».

Information

En septembre 2016, l'Insee évalue ce halo du chômage à 1,5 million de personnes.

3. Les différentes formes de chômage

- **Le chômage structurel** provient d'un changement des structures d'une économie qui provoque une inadéquation entre l'offre et la demande de travail.
EXEMPLE : Une évolution technologique qui demande du personnel qualifié engendre une hausse du chômage des personnes non qualifiées.
- **Le chômage conjoncturel** est dû à un ralentissement économique. Quand une économie est en phase de récession, le taux de chômage augmente.
EXEMPLE : Les licenciements économiques dus à la perte d'activité.
- **Le chômage naturel** (ou chômage frictionnel) correspond au délai nécessaire à la main-d'œuvre pour passer d'un emploi à un autre. Il est dû au temps nécessaire à une personne pour trouver un emploi qui correspond à ses qualifications.

Un taux de chômage nul n'est pas envisageable. Il est considéré que le **plein-emploi** est atteint quand le taux de chômage oscille entre 3 et 4 %.

4. Le chômage selon les libéraux

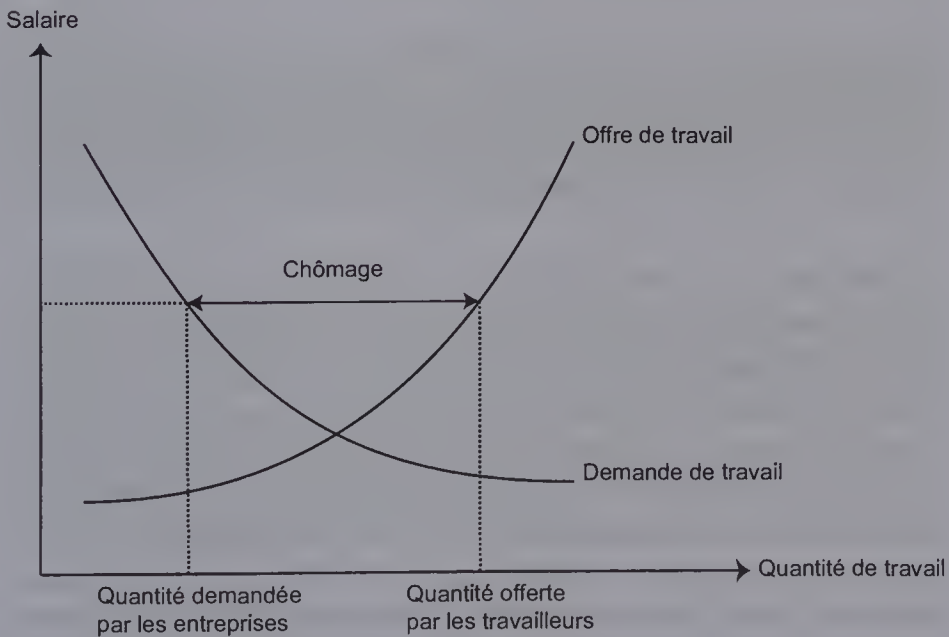
Les causes du chômage selon les libéraux

Léon Walras (1834-1910) est un économiste libéral français. Selon Walras, le marché du travail est un marché comme les autres. C'est un lieu de rencontre entre une offre et une demande. L'offre de travail provient des travailleurs et est croissante du prix, le salaire. Plus le salaire est élevé, plus la part de la population active qui veut travailler pour ce salaire est importante. La demande de travail provient des entreprises et est décroissante du salaire. Plus le salaire est élevé, moins les entreprises sont prêtes à embaucher de la main-d'œuvre.

Le chômage correspond à une situation dans laquelle l'offre de travail est supérieure à la demande de travail. Toutes les personnes qui proposent leur travail sur le marché ne trouvent pas d'entreprises pour les embaucher.

Sur le schéma ci-dessous du marché du travail, le chômage correspond à l'écart entre la courbe de l'offre et la courbe de la demande.

Le marché du travail



Selon Walras, le chômage est uniquement dû aux rigidités du marché du travail. Il suffit de laisser le salaire varier à la baisse pour voir se résorber le chômage. Cette idée est reprise par une grande partie des libéraux.

Il existerait alors une nouvelle forme de chômage, le **chômage volontaire**. Si le marché du travail respecte la flexibilité des prix de la concurrence, le retour à l'équilibre de l'offre et de la demande est assuré. Le chômage qui persiste est alors considéré comme volontaire.

▷ **Les libéraux considèrent le chômage comme un problème structurel.**

Les politiques de lutte contre le chômage

Les politiques d'inspiration libérale pointent du doigt les **rigidités du marché du travail**. Leurs propositions visent à abaisser les barrières du marché.

Le coût de la main-d'œuvre

Le coût trop élevé de la main-d'œuvre freine les entreprises parce qu'il réduit la compétitivité des entreprises et ne les incite pas à embaucher.

EXEMPLE DE MESURES : La baisse des cotisations sociales pour les bas salaires (loi Fillon). En France, tous les salaires compris entre une fois et 1,6 fois le SMIC font l'objet d'une réduction de cotisations sociales. Cette mesure incite les entreprises à embaucher du personnel peu qualifié mais freine l'augmentation des salaires au-delà de 1,6 fois le SMIC.

Remarque

La compétitivité est la capacité des entreprises à maintenir ou accroître leurs parts de marché sur le territoire national (compétitivité interne) et sur les marchés étrangers (compétitivité externe).

La flexibilité du marché du travail

Une meilleure flexibilité, notamment quantitative, du travail permet aux entreprises d'adapter plus rapidement leurs besoins de main-d'œuvre à leur niveau de production.

EXEMPLES DE MESURES : Faciliter les licenciements permet aux entreprises d'embaucher plus aisément. Le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et au travail intérimaire est aussi une solution pour amortir les fluctuations de la production.

Les libéraux mettent aussi en lumière le phénomène de **désincitation au travail** due aux allocations chômage. Ils considèrent que le niveau des allocations chômage est trop élevé et qu'elles n'incitent pas les demandeurs d'emploi à chercher un emploi.

EXEMPLE : Il peut arriver qu'une personne gagne plus quand elle perçoit une allocation chômage qu'avec un emploi à temps partiel.

5. Le chômage selon Keynes

John-Maynard Keynes (1883-1946) est un économiste britannique qui a eu une influence remarquable sur la pensée économique. Il est considéré comme le père de la macroéconomie moderne.

Les causes du chômage selon Keynes

Keynes explique le chômage par l'insuffisance de la demande. Il considère que les entreprises décident du niveau de leur production et donc le niveau de l'emploi nécessaire à cette production, en fonction de leurs anticipations de la demande. C'est le principe de la **demande effective**. Le chômage est alors dû à une insuffisance de cette demande effective. En période de récession, les anticipations des entreprises sont pessimistes. Elles réduisent le niveau de leur production et le niveau de l'emploi.

▷ **Les keynésiens considèrent le chômage comme un problème conjoncturel.**

Les politiques de l'emploi d'inspiration keynésienne

Les keynésiens rejettent l'idée selon laquelle une baisse du salaire permet de résorber le chômage. Au contraire, une baisse du salaire a pour effet direct de baisser le niveau de la demande des ménages. Les entreprises anticipent donc une baisse de leurs ventes et réduisent le niveau de la production et le niveau de l'emploi.

Instaurer un revenu minimum est ainsi une façon, en plus de répondre à un besoin de justice sociale, de permettre un minimum de demande sur les marchés.

En France, la législation impose une rémunération minimale en dessous de laquelle il n'est pas possible de payer un salarié, le **SMIC**.

Remarque

Le SMIC est le **salaire minimum interprofessionnel de croissance**. Créé en 1968, il correspond au revenu minimum qu'un salarié doit percevoir pour une activité à temps plein quels que soient son emploi et son âge. L'augmentation du SMIC est fixée par les autorités publiques en fonction de la hausse des prix, des salaires et éventuellement de la croissance.

À ne pas confondre avec le SMIG, **salaire minimum interprofessionnel garanti**, créé en 1950 et remplacé en 1968 par le SMIC.

Keynes considère le chômage comme une conséquence de la récession économique, c'est-à-dire de la baisse du taux de croissance d'une économie. Lutter contre le chômage revient alors à soutenir la croissance, et notamment soutenir la demande, selon le principe de la demande effective.

Si la demande augmente, les entreprises doivent augmenter leur production pour faire face à cette demande. Elles ont alors besoin de plus de travail pour obtenir ce surplus de production et le niveau de l'emploi est en hausse.

La politique keynésienne de l'emploi est une politique de relance qui s'appuie sur des investissements de l'État.

Remarque

La politique économique préconisée par Keynes est détaillée dans la fiche 19.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Déterminez si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses.

- a. Il faut être inscrit sur les listes du Pôle Emploi pour être considéré comme chômeur par le BIT.
- b. Un chômeur fait partie de la population active.
- c. Le chômage structurel est dû à la récession économique.
- d. Les libéraux préconisent une hausse du salaire moyen pour résorber le chômage.
- e. Keynes préconise une politique de relance pour lutter contre le chômage.

Fiche 9

Le capital et l'investissement

1. Définition du capital
2. Les économies d'échelle
3. Définition de l'investissement
4. La politique d'investissement
5. Les modes de financement de l'investissement

- **Objectif** : Appréhender les notions de capital et d'investissement
- **Prérequis** : Fiches 1 à 3
- **Mots-clefs** : Capital, capital technique, capital financier, capital fixe, capital circulant, investissement, autofinancement, économies d'échelle, actions, obligations

1. Définition du capital

Le **capital** désigne le facteur de production qui se combine au travail, pour obtenir une production. Il peut s'agir de capital technique ou de capital financier.

Le capital technique

Le capital technique comprend l'ensemble des moyens matériels et immatériels qui permet à l'entreprise de produire.

On distingue :

- **Les capitaux fixes**, qui sont les biens durables utilisés dans le processus de production.
EXEMPLES : Machines, ordinateurs, immeubles...
- **Les capitaux circulants**, qui sont les biens transformés ou détruits au cours d'un cycle de production.
EXEMPLES : Matières premières, énergies...

Le capital financier

Le capital financier représente les apports des associés ou la valeur des actifs financiers de la société (actions, obligations...).

- ▷ **Le capital financier permet d'acquérir du capital technique.**

2. Les économies d'échelle

Les coûts de production

- **Les coûts fixes** ne varient pas en fonction de l'activité. Les coûts fixes sont principalement le capital fixe et les salaires.

EXEMPLE : Une imprimerie a acheté une rotative à 1 000 000 d'euros qui peut imprimer jusqu'à 20 000 pages par jour. Que la production soit de 10 000 ou 15 000 pages, le coût de la machine est identique et les salaires versés aux employés sont identiques.

- **Les coûts variables** dépendent du niveau de l'activité. Ce sont principalement les capitaux circulants.

EXEMPLES : Électricité, matières premières...

- **Le coût unitaire** de production est le rapport entre la somme des coûts fixes et des coûts variables et le volume de production.

$$\text{Coût unitaire de production} = \frac{\text{Coûts fixes} + \text{Coûts variables}}{\text{Volume de production}}$$

Les économies d'échelle

Les économies d'échelle désignent la diminution du coût unitaire de production avec le volume de production. Plus une entreprise produit, moins le coût d'une unité produite est élevé.

- ▷ **C'est la recherche d'économies d'échelle qui poussent les entreprises à augmenter leur niveau de production.**

EXEMPLE : Une entreprise fabrique des chaises en bois. Chaque chaise fabriquée lui coûte 150 euros de matières premières. La production nécessite l'utilisation d'une scie mécanique dont l'utilisation revient à 1000 euros par mois. Le tableau suivant représente le coût unitaire de production d'une chaise en fonction du volume de chaises total.

Volume de production	Coûts fixes (en €)	Coûts variables (en €)	Coût unitaire (en €)	Calcul
1	1 000	150	1 150	$\frac{1\ 000 + 150}{1}$
2	1 000	300	650	$\frac{1\ 000 + 300}{2}$
3	1 000	450	483	$\frac{1\ 000 + 450}{3}$
4	1 000	600	400	$\frac{1\ 000 + 600}{4}$
5	1 000	750	350	$\frac{1\ 000 + 750}{5}$

La première chaise coûte 1 150 € à produire. La deuxième chaise coûte 650 € à produire. La troisième chaise coûte 483 €, etc. Le coût unitaire de production diminue avec le volume de la production. C'est le principe des économies d'échelle.

Les effets de seuil

À partir d'un certain niveau de production, l'entreprise doit accroître sa capacité de production en investissant dans de nouvelles machines et en embauchant de nouveaux salariés. En effet, les coûts fixes connaissent des paliers, des effets de seuil.

EXEMPLE : L'entreprise qui produit des chaises doit acheter une nouvelle scie mécanique lorsque son volume de production devient trop important et embaucher un nouveau salarié pour faire fonctionner la deuxième scie mécanique.

▷ **Les économies d'échelle sont un moteur d'investissement.**

3. Définition de l'investissement

L'**investissement** correspond à l'acquisition de nouveaux biens d'équipement pour augmenter ou améliorer durablement la production. Investir correspond à engager des fonds dans le but d'en retirer un bénéfice.

L'investissement peut être **matériel** s'il recouvre l'achat de biens physiques ou **immatériel** s'il correspond à l'achat de brevets, de licences, de logiciels, à de la formation, de la publicité ou encore à la recherche et développement (R&D).

L'investissement peut être de capacité, de remplacement ou de productivité :

- L'investissement de **capacité** a pour but une augmentation des quantités produites.

EXEMPLE : Une entreprise achète une nouvelle machine pour augmenter sa production.

- L'investissement de **remplacement** est destiné à remplacer les équipements usés ou obsolètes.
EXEMPLE : Une entreprise achète une machine pour remplacer une machine devenue trop vieille.
- L'investissement de **productivité** est destiné à augmenter l'efficacité et la performance de l'entreprise.
EXEMPLE : Une entreprise achète une nouvelle machine avec de nouvelles fonctionnalités.

Un investissement peut remplir plusieurs fonctions en même temps. Par exemple, un investissement de remplacement est souvent un investissement de productivité car le nouveau bien acheté est plus performant.

4. La politique d'investissement

Les déterminants de l'investissement

L'investissement demande un effort financier. Une décision d'investir nécessite la connaissance de diverses informations :

- **L'état du marché.**
EXEMPLE : Un investissement de capacité ne s'effectue que si une hausse de la demande est prévue.
- **Le retour sur investissement**, c'est-à-dire du bénéfice qui sera engendré par cette dépense.
- **Les taux d'intérêt** si l'entreprise a besoin d'emprunter pour financer cet investissement. Si les taux d'intérêt pratiqués par les banques sont élevés, les entreprises seront moins enclines à engager des dépenses d'investissement. L'investissement est donc stimulé par une baisse des taux d'intérêt.

Les effets de l'investissement

Les effets sur la quantité de travail

L'investissement peut avoir pour effet de substituer le capital au travail. Par exemple, les tâches répétitives des ouvriers du siècle dernier sont effectuées par des machines.

Les effets sur la qualité du travail

En incorporant de nouvelles technologies, l'investissement peut augmenter la performance des salariés et les conditions de travail.

EXEMPLE : L'utilisation de l'informatique a amélioré les conditions de travail.

Les effets sur la croissance

Les investissements de capital technique correspondent à une demande sur un marché. Ils permettent d'augmenter la production des fournisseurs de capital. L'investissement est donc un facteur de croissance.

5. Les modes de financement de l'investissement

Pour financer ses investissements, une entreprise peut avoir recours à sa capacité de financement, c'est-à-dire à sa capacité à dégager des bénéfices qu'elle peut allouer à l'investissement. C'est un financement interne : l'**autofinancement**. Cela lui permet de ne pas avoir recours à un financement extérieur et de rester indépendante. Mais toutes les entreprises ne réussissent pas à dégager les fonds nécessaires à leurs investissements.

Les deux formes de **financement externe** les plus courantes sont le recours à l'emprunt bancaire et le recours aux marchés financiers.

L'emprunt bancaire

La société s'adresse à une banque qui lui prête les fonds nécessaires à son investissement contre le paiement d'intérêts. La société doit apporter la garantie de pouvoir rembourser cet emprunt. Un emprunt fragilise la santé financière de l'entreprise et sa solvabilité.

Le recours au marché financier

Pour financer un investissement, une entreprise peut trouver des fonds sur les marchés financiers. Pour cela, elle peut soit émettre des actions, soit émettre des obligations.

Une **action** est une part du capital social de l'entreprise, c'est un titre de propriété. La rémunération d'une action est le dividende, qui est attribué par l'entreprise si elle réalise des bénéfices.

Émettre des actions correspond à une augmentation de capital pour l'entreprise. Le recours à une augmentation de capital permet de conserver l'endettement de l'entreprise donc sa solvabilité. En revanche, elle suppose l'entrée dans le capital de nouveaux actionnaires, donc de nouveaux décideurs selon leur part dans le capital social. En outre, l'entreprise est soumise à une obligation de rentabilité, de dégager des bénéfices pour pouvoir rémunérer ces actionnaires.

Une **obligation** est une part d'un emprunt, c'est un titre de créance. Une entreprise s'endette en émettant des obligations. Le montant total des obligations correspond au montant total de l'emprunt. Détenir une obligation d'une entreprise revient donc à être un créancier de cette entreprise. Tous les ans, l'entreprise verse des

intérêts pour rémunérer ces obligations. À la fin de l'emprunt, elle rembourse le montant total des obligations.

Le recours à l'émission d'un emprunt obligataire permet de ne pas faire appel à de nouveaux actionnaires et de garder le contrôle du capital social, donc des décisions. En revanche, cela augmente l'endettement de l'entreprise.

- ▷ **Les actions et les obligations sont des titres financiers qui s'échangent sur les marchés financiers.**

Remarque

Les marchés financiers sont expliqués dans la fiche 20.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Déterminez pour chacune des activités suivantes, s'il s'agit d'une consommation finale, d'une consommation intermédiaire ou d'un investissement. Précisez la nature de l'investissement.

- a. Un imprimeur achète une tonne de papier glacé pour un magazine.
- b. Une société de marketing achète un nouveau logiciel de comptabilité.
- c. Un étudiant achète un nouvel ordinateur.
- d. Une fabrique de meubles en bois acquiert un nouveau bâtiment.
- e. Une banque d'affaires investit dans une société de publicité en achetant 10 % de ses actions.

Fiche 10

Le progrès technique et l'innovation

1. Définitions
2. Les différentes formes d'innovation
3. L'analyse de Schumpeter
4. La recherche et développement et la diffusion des innovations

- **Objectif** : Aborder les enjeux du progrès technique
- **Prérequis** : Fiches 1, 2, 3 et 9
- **Mots-clefs** : Progrès technique, innovation, Joseph Schumpeter, « destruction créatrice », grappes d'innovations, révolution technologique, monopole temporaire, recherche et développement

1. Définitions

Le **progrès technique** est un ensemble d'innovations qui entraîne une transformation des moyens et des méthodes de production, de l'organisation du travail, des produits, des marchés ou de l'économie entière.

L'**innovation** est l'application industrielle et commerciale d'une invention.

2. Les différentes formes d'innovation

Joseph Aloïs Schumpeter (1883-1950) est un économiste autrichien, exilé aux États-Unis. Il a mis en lumière les conséquences sur une économie de l'innovation et du progrès technique.

Schumpeter distingue trois catégories d'innovations :

- **Les innovations de processus** : elles améliorent le processus de production et ont pour but principal d'augmenter la productivité.
EXEMPLE : Le travail à la chaîne.
- **Les innovations de produits** : elles correspondent à la découverte de nouveaux produits et ouvrent donc de nouveaux marchés aux entreprises.
EXEMPLE : La découverte du laser.
- **Les innovations commerciales** : elles concernent l'adaptation des entreprises aux exigences de la demande.
EXEMPLE : Le service après-vente.

3. L'analyse de Schumpeter

La « destruction créatrice »

Selon Schumpeter, chaque innovation crée une nouvelle combinaison productive mais détruit l'ancienne. Il appelle ce phénomène la « **destruction créatrice** ». L'économie est alors régie par une arrivée ininterrompue de nouvelles formes de productions qui viennent remplacer d'anciennes structures.

EXEMPLE : Les ordinateurs ont « détruit » les machines à écrire.

- ▷ **Schumpeter considère que l'innovation est le moteur de la croissance économique. L'irrégularité du progrès technique explique ainsi les différentes phases de croissance.**

Les « grappes d'innovations »

Les innovations ont tendance à apparaître par « **grappes** ». Une grappe d'innovations est un ensemble d'innovations dans le même domaine ou qui sont dépendantes qui surviennent sur une période relativement courte.

EXEMPLE : Le développement d'Internet a permis la création de tout un ensemble de nouveaux produits comme les ordinateurs, les tablettes, les smartphones, etc.

Lorsque la grappe d'innovations est très importante, elle peut donner lieu à une **révolution technologique**. L'innovation exerce des effets d'entraînement si importants qu'elle remodèle l'ensemble du système productif, l'organisation du travail, les rapports sociaux et les modèles socioculturels. Il est ainsi possible d'identifier au cours de l'Histoire des grandes périodes de l'activité économique en fonction d'une révolution technologique.

EXEMPLE : La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par l'apparition de grappes d'innovations dans le domaine du pétrole, de l'aéronautique... La fin du XX^e siècle et le début du XXI^e siècle ont vu apparaître des innovations en termes d'informatique qui ont bouleversé l'ensemble des systèmes de productions et les rapports sociaux.

Le monopole temporaire

La découverte d'un nouveau produit par une entreprise procure à cette entreprise une situation de **monopole**, tant qu'elle est la seule à fabriquer ce nouveau produit.

EXEMPLE : Les téléphones Blackberry ont été pendant quelques années les seuls téléphones à proposer un clavier intégré.

C'est cette recherche de position dominante qui pousse les entreprises à investir dans la **recherche et développement (R&D)** pour découvrir de nouveaux produits, de nouveaux procédés de fabrication.

4. La recherche et développement et la diffusion des innovations

Les niveaux de recherche

La **recherche fondamentale** a pour but d'élargir le domaine des connaissances scientifiques. Elle est menée par les grands laboratoires, notamment publics comme le CNRS (Centre national de la recherche scientifique).

EXEMPLE : La recherche fondamentale a découvert les propriétés des particules lumineuses.

La **recherche appliquée** s'approprie une découverte de la recherche fondamentale et en détermine les domaines d'applications possibles. Elle aboutit à des inventions qui font l'objet de brevets.

EXEMPLE : La découverte du laser à partir des propriétés des particules lumineuses.

Le **développement industriel** conçoit des applications pratiques de la recherche appliquée, des innovations. Il crée des nouveaux produits et en assure le développement industriel et commercial.

EXEMPLE : Le laser chirurgical.

La diffusion d'une innovation

La politique de **recherche et développement** cherche à raccourcir la durée du processus entre la recherche fondamentale et le développement industriel. Pour cela, une étroite collaboration entre la recherche publique et la recherche privée est nécessaire.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Distinguez les formes d'innovations, selon Schumpeter, dans les actions suivantes.

- a. Le lancement de l'iPhone
- b. Une entreprise informatise la gestion de ses stocks
- c. Une société de téléphonie met en place une hotline
- d. Le lancement du DVD
- e. Une entreprise réorganise ses bureaux en open-spaces

RÉVISIONS - FICHES 7 À 10 - QCM

1. Font partie de la population active :

- a. les chômeurs
- b. les retraités
- c. les étudiants

2. Selon Schumpeter, l'innovation est source :

- a. de chômage
- b. de croissance
- c. d'inflation

3. Un ordinateur est :

- a. du capital fixe
- b. du capital circulant
- c. du capital financier

4. Payer une formation à un salarié est :

- a. un investissement matériel
- b. un investissement immatériel
- c. un investissement de remplacement

5. Les entreprises sont perpétuellement en recherche d'innovation pour :

- a. faire avancer la science
- b. le bien-être de la population
- c. bénéficier d'une situation de monopole

RÉVISIONS - FICHES 7 À 10 - QCM

6. La tertiarisation de l'économie c'est :

- a. l'importance croissante du secteur tertiaire
- b. le découpage de l'activité en trois secteurs
- c. l'importance croissante de la flexibilité du travail

7. Un taux de chômage de 3 % correspond à une situation :

- a. de chômage structurel
- b. de chômage conjoncturel
- c. de plein-emploi

8. Une action est :

- a. un titre de propriété
- b. un titre de créance
- c. un revenu

9. Si les taux d'intérêt des emprunts augmentent :

- a. l'investissement est stimulé
- b. l'investissement est freiné
- c. l'investissement ne dépend pas des taux d'intérêt

10. Une personne qui cherche un emploi et qui a travaillé quelques heures dans le mois est considérée comme un chômeur par :

- a. le BIT
- b. le Pôle Emploi
- c. aucun des deux

Fiche 11

La productivité

1. Définition
2. La productivité du travail
3. La productivité du capital
4. La productivité marginale
5. Les gains de productivité

- **Objectif** : Comprendre les mécanismes de la productivité et ses enjeux
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Productivité, productivité globale, productivité du travail, productivité du capital, productivité par tête, productivité horaire, productivité physique, productivité en valeur, loi des rendements décroissants, gains de productivité, effet de déversement

1. Définition

La productivité mesure l'**efficacité** des facteurs de production (travail et capital) et de leur combinaison. Elle correspond au rapport entre les quantités produites (ou leur valeur) et les moyens mis en œuvre pour produire ces quantités.

$$\text{Productivité} = \frac{\text{Quantité produite}}{\text{Quantité de facteurs de production}}$$

Il s'agit alors de la **productivité globale** des facteurs de production. Il est aussi possible d'analyser la productivité de chaque facteur.

2. La productivité du travail

Si la quantité de travail est évaluée avec le nombre de salariés, l'effectif, il s'agit d'une **productivité par tête**.

Si la quantité de travail est évaluée avec le nombre d'heures travaillées, il s'agit d'une **productivité horaire**.

La productivité physique du travail

La productivité physique du travail compare la quantité produite par rapport à la quantité de travail utilisée pour obtenir cette production.

$$\text{Productivité physique du travail} = \frac{\text{Quantité produite}}{\text{Quantité de travail}}$$

EXEMPLE : Une entreprise emploie 52 ouvriers dans son usine de fabrication de voitures. En un an, elle a produit 5 720 voitures.

La productivité physique du travail est de 110 voitures. Cela signifie que chaque salarié produit en moyenne 110 voitures par an.

$$\text{Productivité physique} = \frac{5\,720 \text{ voitures}}{52 \text{ ouvriers}}$$

$$\text{Productivité physique} = 110 \text{ voitures}$$

La productivité du travail en valeur

La productivité en valeur permet d'obtenir la valeur de la production obtenue par chaque salarié. Le plus souvent, l'indicateur de la production retenu est la création de richesses, c'est-à-dire la valeur ajoutée.

$$\text{Productivité en valeur} = \frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Quantité de travail}}$$

EXEMPLE : Un bureau d'études a enregistré une valeur ajoutée de 1 680 euros en une semaine. Elle emploie 4 employés à temps plein.

La productivité horaire est de 12 euros. En moyenne, un salarié a créé 12 euros de richesse par heure.

$$\text{Productivité en valeur} = \frac{1\,680 \text{ €}}{4 \times 35 \text{ h}}$$

$$\text{Productivité en valeur} = 12 \text{ €}$$

Remarque

Il est aussi possible de calculer la productivité du travail avec le coût du travail, c'est-à-dire les salaires, charges sociales comprises.

3. La productivité du capital

La productivité du capital mesure l'efficacité du capital utilisé dans une entreprise. Dans ce cas, il s'agit principalement du capital fixe tel que les machines. Comme pour la productivité du travail, elle peut se mesurer grâce au volume de la production ou grâce à la valeur de la production.

Productivité physique du capital

$$\text{Productivité physique du capital} = \frac{\text{Quantité produite}}{\text{Quantité de capital}}$$

Si une entreprise utilise des machines comparables, il est possible de calculer la productivité d'une machine.

EXEMPLE : Une imprimerie produit 1 200 ouvrages par jour. Pour cela, elle utilise 4 presses rotatives.

La productivité de chaque machine est de 300 ouvrages par jour.

$$\text{Productivité physique} = \frac{1\,200 \text{ ouvrages}}{4 \text{ machines}}$$

$$\text{Productivité physique} = 300 \text{ ouvrages}$$

La productivité en valeur du capital

La productivité en valeur du capital rapporte la valeur de la production, ou la valeur ajoutée, à la quantité de capital utilisée. Le capital est le plus souvent mesuré par son coût.

$$\text{Productivité en valeur du capital} = \frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Quantité de capital}}$$

EXEMPLE : Une menuiserie a enregistré une valeur ajoutée de 13 500 euros dans le mois. Elle utilise des machines pour scier le bois qui lui ont coûté 18 000 €.

La productivité de son capital est de 0,75 euros. Chaque euro investi dans son capital lui a permis de créer 0,75 euros de valeur ajoutée en un mois.

$$\text{Productivité du capital} = \frac{13\,500 \text{ €}}{18\,000 \text{ €}}$$

$$\text{Productivité du capital} = 0,75 \text{ €}$$

4. La productivité marginale

Définition

La productivité marginale représente la variation de la quantité produite suite à la variation d'une unité de facteur de production. Elle représente la production supplémentaire effectuée par une seule unité de travail ou de capital.

$$\text{Productivité marginale} = \frac{\text{Variation de la quantité produite}}{\text{Variation de la quantité utilisée}}$$

La loi des rendements décroissants

À partir d'un certain seuil, la productivité moyenne et la productivité marginale diminuent.

La **loi des rendements décroissants** énonce que lorsque la quantité d'un facteur de production augmente, les autres facteurs restant fixes, la productivité marginale de ce facteur devient décroissante.

EXEMPLE : Un jardin est entretenu par un ouvrier. Le propriétaire de ce jardin souhaite augmenter sa production, il décide alors d'embaucher d'autres ouvriers. Le tableau suivant retrace l'évolution de la production en fonction du nombre de salariés.

Nombre de salariés	Production totale	Production moyenne	Calcul	Productivité marginale	Calcul
1	20	20	$= \frac{20}{1}$	20	$= \frac{20 - 0}{1 - 0}$
2	35	17,5	$= \frac{35}{2}$	15	$= \frac{35 - 20}{2 - 1}$
3	45	15	$= \frac{45}{3}$	10	$= \frac{45 - 35}{3 - 2}$
4	50	12,5	$= \frac{50}{4}$	5	$= \frac{50 - 45}{4 - 3}$

La productivité marginale décroît au fur et à mesure de l'augmentation de la production.

Attention

Ne pas confondre la loi des rendements décroissants et les économies d'échelle.

5. Les gains de productivité

Un **gain de productivité** correspond à une création de richesses supplémentaire grâce à une combinaison de facteurs de production plus efficace. Il s'agit de produire plus avec moins ou autant de facteurs ou de produire autant avec moins de facteurs.

EXEMPLE : La réduction du temps de travail. Dans beaucoup d'entreprises, la mise en place des 35 heures n'a pas conduit à une diminution de la production. Les entreprises ont donc enregistré des gains de productivité puisqu'elles produisaient autant avec moins de travail.

Les origines des gains de productivité

Le **progrès technique** peut être à l'origine des gains de productivité. L'utilisation d'outils de plus en plus performants permet une production plus importante avec moins de main-d'œuvre.

L'augmentation du niveau des **qualifications** mais aussi la polyvalence des salariés conduit aussi à des gains de productivité.

Enfin, une meilleure **organisation** du travail est source de gains de productivité. La rationalisation des méthodes de production permet souvent de réduire des coûts inutiles.

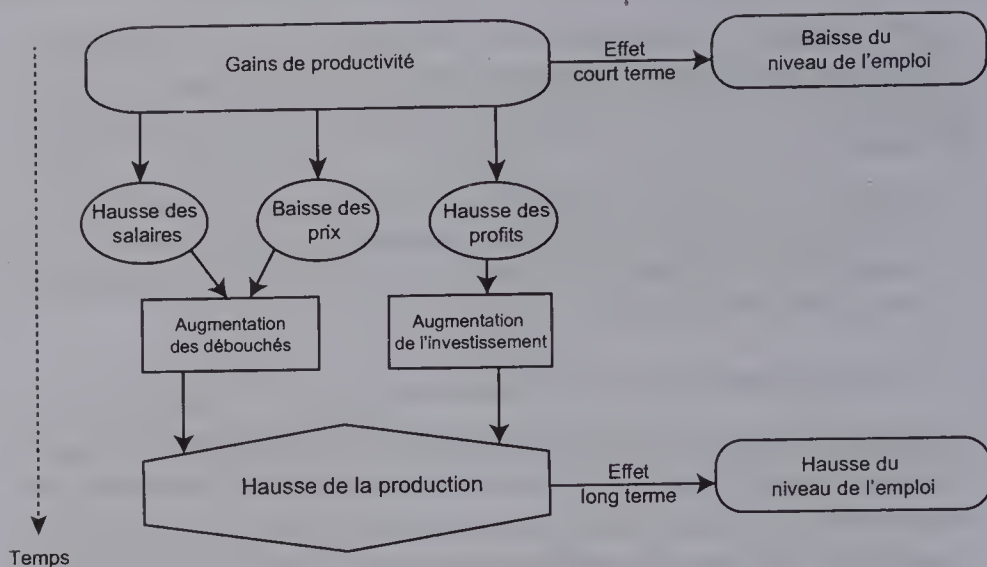
Les effets de gains de productivité

Les gains de productivité peuvent avoir des conséquences néfastes sur la quantité de travail demandée sur le marché du travail, donc engendrer du chômage. Mais ce ne sont souvent que des effets à court terme. En effet, à long terme, l'augmentation de la production engendrée offre de nouvelles opportunités pour les entreprises qui ont alors recours à une nouvelle main-d'œuvre.

Il se peut que la main-d'œuvre demandée soit différente de la main-d'œuvre supprimée. On assiste alors à un transfert de la demande de travail. Ce phénomène est appelé « **effet de déversement** » par Alfred Sauvy ou « théorie de la compensation ». À court terme, les emplois les moins qualifiés disparaissent, mais les effets bénéfiques des gains productivité permettent l'augmentation du niveau de l'emploi à long terme.

EXEMPLE : L'introduction des nouvelles technologies a supprimé des emplois comme les secrétaires, mais la demande d'assistantes polyvalentes, plus qualifiées, a été accrue.

Les gains de productivité



Rappel

Alfred Sauvy (1898-1990) est un économiste, sociologue et démographe français.

La théorie du déversement peut être appliquée sur différents pays. Les emplois détruits par le progrès technique sont recréés à long terme mais pas forcément dans le même pays.

EXEMPLE : Dans le milieu industriel, certaines entreprises ont fermé en France des usines de montage qui se sont reconstruites à l'étranger.

« Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. »

Helmut Schmidt (1918-2015), chancelier allemand, lors d'un discours en 1976

Une entreprise qui fabrique des boîtes de conserve alimentaires enregistre un chiffre d'affaires de 630 000 euros en un an. Chaque boîte de conserve est vendue 0,25 euro. Elle utilise 12 machines d'emboutissage et emploie 126 salariés à temps plein. Elle a acheté pour 240 000 euros de matières premières et de consommations diverses (électricité, chauffage...).

À partir de ces données, calculez :

- a. La valeur ajoutée
- b. La quantité produite dans l'année
- c. La productivité physique et en valeur du travail (par tête)
- d. La productivité physique et en valeur du capital (par machine)

Fiche 12

Les revenus

1. Les revenus primaires
2. La répartition de la valeur ajoutée
3. Les inégalités de revenus

- **Objectif** : Comprendre la formation des revenus primaires
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Revenu, revenu primaire, revenu d'activité, revenu de la propriété, valeur ajoutée, répartition, inégalités, courbe de Lorenz, indice de Gini

Le **revenu** est une rémunération du travail ou du capital perçue par un agent économique. C'est un flux monétaire issu directement ou indirectement de la production.

1. Les revenus primaires

Définition

Les revenus primaires sont tous les revenus issus de l'activité productive (le travail) ou de la propriété (détention de capital). La répartition des revenus primaires correspond à la distribution de richesse aux agents économiques ayant contribué à la création de cette richesse.

Les deux formes de revenus primaires

- **Les revenus d'activité** sont issus de l'activité physique et intellectuelle. Ils comprennent les salaires et les revenus des entrepreneurs individuels (agriculteurs, artisans, auto-entrepreneurs, professions libérales...).

- **Les revenus de la propriété** sont issus de la propriété. Ils comprennent les dividendes versés par les entreprises en contrepartie des actions détenues dans ces entreprises, les intérêts perçus de l'épargne (rémunération des livrets et des placements financiers) et les loyers des logements.

2. La répartition de la valeur ajoutée

La répartition des revenus primaires trouve son origine dans la création de richesses, c'est-à-dire la **valeur ajoutée**. La valeur ajoutée créée est répartie entre les différents agents économiques ayant participé à sa création :

- Les salariés reçoivent les salaires nets, c'est-à-dire les salaires bruts dont sont soustraites les cotisations sociales.
- L'État perçoit les cotisations sociales sur les salaires et les impôts et taxes versés par les entreprises.
- Les banques touchent les intérêts des dettes contractées par les entreprises.
- Les actionnaires obtiennent les dividendes versés par l'entreprise.
- Les entreprises gardent pour elles l'autofinancement qui permet d'investir.

La **répartition de la valeur ajoutée** est un sujet central de l'économie. Elle est source de tensions, notamment entre les apporteurs de capitaux (les actionnaires) et les salariés. Cette répartition résulte d'un rapport de forces entre ces deux catégories d'agents économiques.

Une entreprise a intérêt à privilégier l'augmentation des salaires pour obtenir une meilleure productivité de ses salariés et augmenter la consommation, mais elle doit satisfaire ses actionnaires pour trouver des financements et continuer d'investir pour rester compétitive.

Information

En France, les deux tiers de la valeur ajoutée sont utilisés pour la rémunération du facteur travail (source Insee).

3. Les inégalités de revenus

La formation des revenus primaires des ménages fait apparaître des inégalités économiques et sociales. Plusieurs niveaux d'inégalités se distinguent :

- Les inégalités de **revenus** liées aux disparités de performances, de qualifications, de statuts dans l'entreprise, mais aussi de sexe et d'âge.

EXEMPLE : Les cadres perçoivent généralement des revenus plus élevés que les ouvriers et les employés.

- Les inégalités de **patrimoine** liées principalement à l'origine sociale des individus.

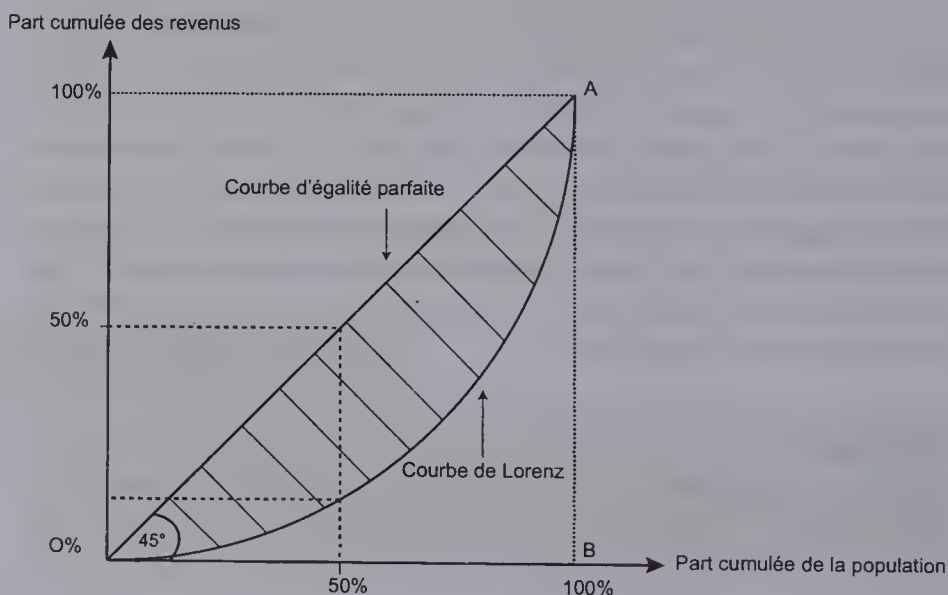
EXEMPLE : La possession de biens immobiliers augmente le patrimoine domestique d'un ménage et ses revenus.

La courbe de Lorenz

La courbe de Lorenz est une **représentation graphique** des inégalités de revenus dans une économie. Elle indique la concentration du revenu pour une population donnée.

En abscisse est porté le pourcentage cumulé croissant de la population. En ordonnée est indiqué le pourcentage cumulé croissant des revenus, dans une économie.

La courbe de Lorenz



La diagonale schématise la répartition parfaitement égalitaire des revenus. 25 % de la population détient 25 % de la richesse, 50 % de la population détient 50 % de la richesse et 75 % de la population détient 75 % de la richesse.

La courbe de Lorenz est située en dessous de cette diagonale de référence. Plus la courbe est éloignée de la diagonale, plus la répartition des revenus est inégalitaire. Une part importante des ménages perçoit une faible part du montant total des revenus.

Sur le graphique, 50 % de la population ne détient pas 50 % des richesses mais une part bien moins importante.

L'indice de Gini

Cette courbe de Lorenz permet de calculer l'**indice de Gini**. Ce coefficient est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée. L'indice de Gini correspond au rapport entre la surface hachurée et le triangle en dessous.

L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Si l'indice est de 0, cela signifie que la courbe de Lorenz est la diagonale, l'égalité est parfaite. Si l'indice est de 1, cela signifie qu'une seule personne détient tout le revenu, c'est l'inégalité maximale.

- ▷ **Plus les inégalités de revenus sont importantes, plus la courbe de Lorenz s'éloigne de la diagonale, plus l'indice de Gini est élevé.**

Remarque

La courbe de Lorenz et l'indice de Gini peuvent être utilisés pour mesurer toute forme d'inégalités de répartition.

Exemples : Répartition de l'épargne, détention de produits financiers, possession de biens immobiliers...

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Déterminez si ces affirmations sont vraies ou fausses.

- Un loyer est un revenu primaire.
- Les revenus des actionnaires sont les intérêts.
- L'État ne perçoit aucun revenu.
- Plus l'indice de Gini est élevé, plus la répartition des revenus est égalitaire.
- Un salaire est un revenu d'activité.

Fiche 13

La redistribution des revenus

1. La redistribution
2. Les mécanismes de la redistribution
3. Les limites de la redistribution

- **Objectif** : Comprendre les mécanismes de la redistribution des revenus
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Redistribution, justice sociale, revenu disponible, prélèvements obligatoires, taux de prélèvements obligatoires, cotisations sociales, impôts, redistribution horizontale, redistribution verticale, État-providence, courbe de Laffer, désincitation, revenu de transfert, chômage

La répartition primaire des revenus est source d'**inégalités** en termes de salaires et de patrimoine. La redistribution des revenus permet d'atténuer ces inégalités.

1. La redistribution

Définition

La **redistribution** est une action de l'État et des organismes sociaux qui consiste à prélever des revenus chez certains agents économiques pour les transférer à d'autres agents économiques dans le but de réduire les disparités entre les agents.

Fondements

Les fondements économiques

La redistribution permet aux ménages les plus défavorisés d'augmenter leurs revenus qu'ils dépensent en consommation. Elle soutient la demande globale et l'activité économique.

Les fondements sociaux

La redistribution permet de corriger les inégalités de revenus grâce à la pression fiscale et de mettre à disposition de tous des services financés par la collectivité.

Les fondements éthiques

La redistribution renvoie à la notion de **justice sociale**. Elle permet de gommer les excès du marché et d'assurer un niveau de vie suffisant à tous.

Les formes de redistribution

La redistribution horizontale couvre les risques sociaux quel que soit le niveau de revenus.

EXEMPLES : Les bien portants payent pour les malades, les actifs occupés payent pour les chômeurs et les retraités, les familles sans enfant payent pour les familles nombreuses.

▷ **En France, la Sécurité sociale est l'exemple le plus illustratif de la redistribution horizontale avec la CAF et le Pôle Emploi.**

La redistribution verticale a pour but direct la réduction des inégalités.

EXEMPLE : L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) est une mesure de redistribution verticale.

2. Les mécanismes de la redistribution

Le revenu disponible

Le revenu primaire que perçoivent les ménages est susceptible d'être modifié par la redistribution puisqu'ils doivent verser des impôts à l'État et peuvent recevoir des prestations sociales.

Le revenu disponible correspond au revenu que les ménages peuvent consommer ou épargner.

$$\text{Revenu disponible} = \text{Revenu primaire des ménages} - \text{Impôts} + \text{Prestations sociales}$$

Les instruments de la redistribution

Pour mettre en place un système de redistribution, l'État a besoin de **ressources**, ce sont les prélèvements obligatoires. Il s'agit des impôts (impôts sur le revenu, impôts locaux, impôts sur les sociétés, ISF...), des cotisations sociales (cotisations

assurance-maladie, cotisations assurance vieillesse, cotisations chômage...) et des cotisations mixtes (CSG et CRDS).

Remarque

La CSG (cotisation sociale généralisée) est un impôt créé en 1991 pour diversifier le financement de la Sécurité sociale.

La CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale) est un impôt créé en 1996 pour réduire les déficits de la Sécurité sociale.

Toute personne physique domiciliée fiscalement en France et rattachée à un régime d'assurance-maladie obligatoire est assujettie à ces deux impôts.

La redistribution prend la forme de versement de prestations sociales qui sont des **dépenses** de l'État. Il s'agit des prestations d'assurance (allocations familiales, pensions retraites, allocations chômage, remboursement des médicaments, prise en charge des frais médicaux...), des prestations d'assistance (RSA, CMU...). Tous ces versements de l'État sont des **revenus de transfert**.

La redistribution concerne aussi les **dépenses publiques** telles que l'éducation, l'aménagement du territoire, la justice, la sécurité intérieure et extérieure...

Remarque

Le RSA (revenu de solidarité active), créé en 2009, est un minimum social perçu par les personnes en grande difficulté. Il remplace le RMI (revenu minimum d'insertion) et l'API (allocation parent isolé).

L'État-providence

L'État-providence est une conception de l'intervention de l'État selon laquelle l'État doit avoir un rôle actif dans la recherche de la croissance économique et du progrès social.

Dans son sens le plus restreint, l'État-providence désigne uniquement l'intervention de l'État dans le domaine de la protection sociale à travers un système de redistribution. Il lutte ainsi contre les inégalités sociales et aide les ménages à se prémunir des risques sociaux (vieillesse, chômage, maladie...).

Remarque

Le rôle de l'État dans l'économie et la notion d'État-providence sont détaillés dans la fiche 19.

3. Les limites de la redistribution

Le taux de prélèvement obligatoire

Le **niveau de redistribution** d'un pays s'évalue par le taux de prélèvements obligatoires. Il correspond au rapport entre le montant des prélèvements obligatoires et le PIB d'un pays.

$$\text{Taux de prélèvements obligatoires} = \frac{\text{Prélèvements obligatoires}}{\text{PIB}}$$

Plus le taux de prélèvements obligatoires est élevé, plus l'intervention de l'État est importante.

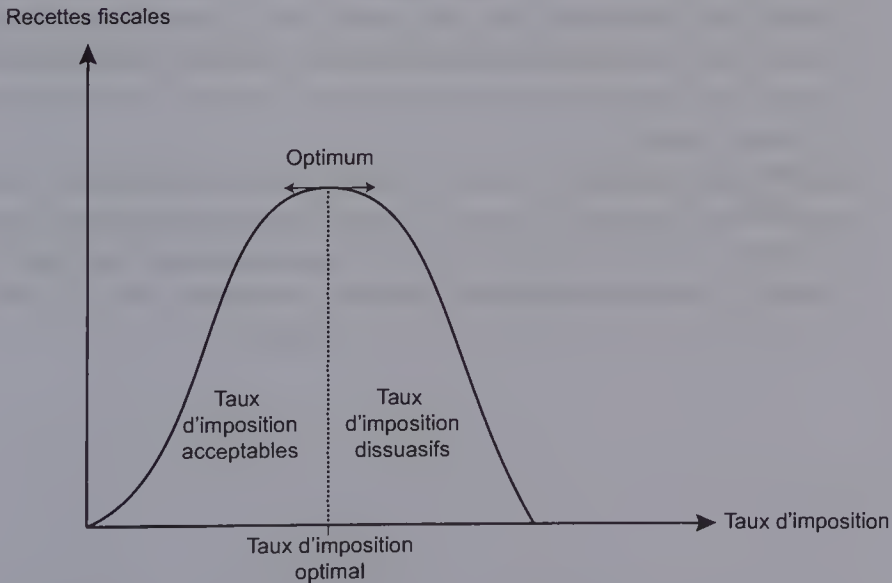
Information

Chaque année, 45 % de la richesse créée (du PIB) sont prélevés par la collectivité et redistribués.

La courbe de Laffer

Arthur Laffer (né en 1940) est un économiste libéral américain.

La courbe de Laffer



Dans les années 1970, Laffer a démontré qu'au-delà d'un certain taux d'imposition, toute augmentation de ce taux a pour effet de diminuer les recettes fiscales. Il existe un taux d'imposition jugé « maximum » par les agents économiques. Au-dessus de ce taux, les ménages sont découragés à travailler et les entreprises à investir. Un niveau trop élevé de prélèvements obligatoires nuit à leur efficacité économique.

Laffer a représenté ce principe sous la forme d'un graphique : **la courbe de Laffer**. La **désincitation** mise en évidence par Laffer se résume alors selon le principe suivant : « **trop d'impôt, tue l'impôt** ».

EXEMPLE : Un salarié français peut préférer ne pas faire d'heures supplémentaires pour ne pas changer de tranche d'imposition et devoir payer plus d'impôts.

Les enjeux de la redistribution

Les enjeux de la redistribution sont multiples et son avenir est loin d'être assuré :

- **Le système des retraites** par répartition selon lequel les actifs cotisent pour les retraités est mis à mal par le déséquilibre démographique. Le rapport entre le nombre de retraités et le nombre d'actifs ne cesse de croître. Certaines mesures politiques essaient de contrer le déséquilibre, comme l'allongement de la durée de cotisation. Les systèmes complémentaires de retraites par capitalisation dans lequel chaque actif épargne pour sa propre retraite sont en développement.
- **Les dépenses de santé** enregistrent une croissance exponentielle. L'allongement de la durée de la vie en est un facteur important. La Sécurité sociale peine à se financer. Certaines mesures politiques comme le déremboursement d'une partie des médicaments, la non-prise en charge d'une fraction des consultations, etc. essaient de limiter le déficit de la Sécurité sociale. Dans le domaine de la santé aussi, les régimes complémentaires de mutuelle sont en plein développement et vivement encouragés par les pouvoirs publics.
- **L'assurance chômage** est aussi en difficulté. La crise économique a fait augmenter le nombre de chômeurs et il est de plus en plus difficile d'assurer le paiement de leurs allocations. Les autorités publiques ont alors cherché à limiter le nombre de chômeurs indemnisés (chômeurs en fin de droits) et à limiter la durée l'allocation (deux ans maximum).

Un jeune couple avec deux enfants gagne 4 300 euros de revenus nets par mois. Ils ont décidé de mensualiser leurs impôts sur le revenu et l'État leur prélève 400 euros par mois. Ils perçoivent 120 euros d'allocations familiales par mois.

- a. Déterminez le revenu disponible annuel de ce ménage. Attention, les impôts sur le revenu sont prélevés en 10 fois.
- b. Précisez s'il s'agit d'une redistribution horizontale ou verticale des revenus.

RÉVISIONS - FICHES 11 À 13 - QCM

1. En France, la part du PIB qui est redistribuée est de :
 - a. 15 %
 - b. 25 %
 - c. 45 %

2. Le principe selon lequel les gains de productivité ont des effets négatifs sur l'emploi à court terme et des effets positifs sur l'emploi à long terme est :
 - a. l'effet boule de neige
 - b. l'effet déversement
 - c. l'effet bouleversement

3. Les dividendes sont des :
 - a. revenus primaires de l'activité
 - b. revenus primaires de la propriété
 - c. revenus de transfert

4. La productivité mesure :
 - a. l'efficacité
 - b. la rentabilité
 - c. la profitabilité

5. La redistribution est une opération effectuée par :
 - a. l'État
 - b. les entreprises
 - c. les banques

RÉVISIONS – FICHES 11 À 13 – QCM

6. Le RSA est :

- a. un revenu primaire
- b. un revenu de transfert
- c. un revenu de la propriété

7. La productivité marginale du travail est :

- a. la production de tous les salariés
- b. la production moyenne des salariés
- c. la production d'un salarié supplémentaire

8. Les revenus primaires sont issus de la répartition :

- a. de la production
- b. de la valeur ajoutée
- c. des profits

9. Le revenu disponible dépend :

- a. du taux de prélèvements obligatoires
- b. de la consommation
- c. du taux d'activité

10. les inégalités de répartition des revenus se représentent graphiquement par :

- a. la courbe de Lorenz
- b. la courbe de Laffer
- c. la courbe de Gini

Fiche 14

La consommation

1. Les différentes formes de consommation
2. Les facteurs économiques de la consommation
3. Les facteurs sociologiques de la consommation
4. La propension à consommer

— **Objectif** : Appréhender les contours de la consommation

— **Prérequis** : Fiches précédentes

— **Mots-clefs** : Consommation, consommation finale, consommation intermédiaire, consommation marchande, consommation non marchande, services, consommation de masse, effet Veblen, effet Giffen, propension à consommer, Keynes, « loi psychologique fondamentale »

Les ménages disposant d'un revenu disponible peuvent soit le dépenser pour satisfaire leurs besoins, c'est-à-dire **consommer**, soit le mettre de côté pour le dépenser plus tard, c'est-à-dire **épargner**.

Consommer, c'est acheter des biens et des services pour satisfaire des besoins ou pour produire d'autres biens et services.

Information

La consommation représente 60 % du PIB. Elle est un enjeu économique important.

1. Les différentes formes de consommation

La consommation marchande et la consommation non marchande

En réponse à la distinction opérée pour la production, il est possible de différencier la consommation marchande et la consommation non marchande.

- **La consommation marchande** correspond à l'acquisition de biens et services sur un marché dont le prix couvre au minimum la moitié des coûts de production.
EXEMPLES : Un livre, une séance de cinéma, une moto...
- **La consommation non marchande** est formée des services qui ne s'échangent pas directement sur un marché et qui sont fournis à titre gratuit ou quasi gratuit par les administrations ou les entreprises publiques. Ils sont financés par la collectivité entière et non par un seul individu.
EXEMPLES : École publique, éclairage public, justice...

La consommation finale et la consommation intermédiaire

- **La consommation finale** est du fait des ménages et elle sert directement à la satisfaction d'un besoin.
- **La consommation intermédiaire** est du fait des entreprises. Elle représente l'acquisition des biens et services qui sont incorporés dans le processus de production afin de réaliser d'autres consommations intermédiaires ou des consommations finales.
EXEMPLE : Un clou est une consommation finale s'il est acheté par un ménage et une consommation intermédiaire s'il est acheté par une entreprise qui l'incorpore dans la fabrication d'une chaise.

La consommation individuelle et la consommation collective

- **La consommation individuelle** ne concerne qu'un seul individu ou groupe d'individus. Le bien ou service ne peut être consommé par les autres individus en même temps.
EXEMPLE : Les vêtements, l'alimentation...
- **La consommation collective** peut être consommée en même temps par plusieurs individus sans possibilité d'exclusivité et ce, en leur permettant de satisfaire le même besoin. Il peut en revanche exister des effets de seuil.
EXEMPLE : Les transports en commun. L'utilisation d'un bus par un individu n'empêche pas un autre de le prendre sauf si le bus est plein.

Les biens et services collectifs sont financés par l'État donc par les contribuables et non par les utilisateurs directs.

Remarque : le passager clandestin

Un bien collectif est utilisé par un agent qui ne participe pas à son financement en payant des impôts. Par exemple, les touristes profitent des infrastructures d'un pays sans payer d'impôts directement.

2. Les facteurs économiques de la consommation

Le prix

Plus le prix d'un bien est élevé, moins la demande pour ce bien est forte. À l'inverse, plus le prix d'un bien est faible, plus sa demande sera importante.

Exceptions

- **L'effet Veblen** : pour les produits de luxe, le consommateur recherche le bien à un prix plus élevé pour pouvoir se distinguer. Cet effet de snobisme devient une marque de statut social.
- **L'effet Giffen** : les biens de première nécessité, comme les produits alimentaires de base, peuvent subir une hausse de prix sans avoir d'effet sur la consommation. On considère, par exemple, que les pommes de terre ou le sucre, sont des biens Giffen.

Le revenu

Une hausse des revenus des consommateurs a pour effet immédiat une hausse de la consommation. À l'inverse, une baisse des revenus entraîne une chute de la consommation.

La consommation peut être différente avec les variations de revenus. Par exemple, une hausse des revenus entraîne une amélioration de la consommation des biens supérieurs.

EXEMPLES : Produits de haute technologie, produits de luxe...

Au contraire, une baisse des revenus fait chuter la demande des produits supérieurs.

L'utilité du bien ou du service

Plus l'utilité ressentie est forte, plus la consommation de ce produit est importante. Mais l'utilité n'est pas la même pour chacun des individus. Les facteurs sociologiques entrent en jeu.

La rationalité des agents économiques

Les agents économiques cherchent à maximiser leur satisfaction à travers la consommation. Ils effectuent donc des arbitrages entre les différentes possibilités de consommation qui s'offrent à eux.

3. Les facteurs sociologiques de la consommation

Consommer n'est pas seulement un acte économique, c'est aussi un acte social. La « **consommation de signes** » désigne l'acte de consommation qui ne dépend pas uniquement du produit acheté mais du signe qu'il renvoie aux autres. La consommation d'un bien dépend de facteurs sociologiques divers.

La classe sociale

La demande est soumise aux habitudes de consommation qui dépendent beaucoup de l'éducation, du niveau de qualification, du statut social...

EXEMPLE : Les cadres consomment plus de costumes que les ouvriers.

L'âge

L'appartenance à une classe d'âge influence la consommation.

EXEMPLE : La consommation de chaussures de sport des jeunes.

Le mode de vie

La consommation est en partie influencée par le mode de vie de l'individu.

EXEMPLE : L'utilisation de la voiture en milieu rural.

L'effet d'imitation

La consommation répond parfois à un besoin de copier la consommation de la classe à laquelle on veut appartenir.

EXEMPLE : L'achat de produits de haute technologie pour imiter un comportement.

La publicité

L'acte de consommer peut être influencé par la publicité. La consommation est alors provoquée par le producteur. Ce phénomène s'appelle « la filière inversée ». Dans le cadre de la filière normale, la demande s'adresse aux entreprises et les entreprises répondent à cette demande. Dans la filière inversée, ce sont les entreprises qui dictent leurs choix aux consommateurs à travers la publicité ainsi que les promotions.

Remarque

En période de ralentissement économique, les facteurs économiques prédominent dans les choix de consommation.

- ▷ **La consommation de masse désigne l'accès pour la majeure partie de la population à une consommation de produits standardisés. Elle est la contrepartie de la production de masse.**

Information

Entre 1960 et 2000, la consommation en volume des ménages français a été multipliée par 3.

4. La propension à consommer

Définition

La propension à consommer est la part du revenu consacrée à la consommation. La **propension moyenne** à consommer est le rapport entre la consommation des ménages et leurs revenus disponibles.

$$\text{Propension moyenne à consommer} = \frac{\text{Consommation finale des ménages}}{\text{Revenus disponibles des ménages}}$$

La **propension marginale** à consommer détermine dans quelle mesure une variation des revenus a un impact sur la consommation finale. Elle est le rapport entre la variation de la consommation et la variation du revenu.

$$\text{Propension marginale à consommer} = \frac{\text{Variation de la consommation}}{\text{Variation des revenus}}$$

La « loi psychologique fondamentale » de Keynes

Selon Keynes, il existe une « **loi psychologique fondamentale** » selon laquelle, plus le revenu augmente, plus la part consacrée à la consommation diminue. En d'autres termes, les ménages épargnent une part croissante de leur revenu au fur et à mesure que celui-ci augmente.

Donc l'augmentation du revenu entraîne une baisse de la propension moyenne à consommer.

La propension marginale à consommer est toujours positive, inférieure à 1 et décroissante. Elle est positive car la variation du revenu entraîne une variation de la consommation dans le même sens. Elle est inférieure à 1 car la variation de la consommation est moins que proportionnelle à la variation initiale du revenu. Elle est décroissante car plus le revenu augmente, plus la part de la consommation diminue.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Déterminez si ces achats sont des consommation marchande, consommation non marchande, consommation individuelle ou consommation collective. Un seul achat peut être dans plusieurs catégories.

- a. Acheter une télévision.
- b. Être éclairé dans la rue.
- c. S'inscrire dans une école privée.
- d. Rouler sur une route nationale.
- e. Employer un homme ou une femme de ménage.
- f. Rouler sur une autoroute à péage.

Fiche 15

L'analyse de la consommation

1. Les coefficients budgétaires
2. L'élasticité de la demande
3. Les lois d'Engel

- **Objectif** : Comprendre les enjeux économiques de la consommation
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Coefficients budgétaires, demande, élasticité-prix, élasticité-revenu, lois d'Engel

1. Les coefficients budgétaires

Définition

Un **coefficient budgétaire** exprime la part relative d'un poste de consommation dans la consommation totale des ménages.

Calcul

Le coefficient budgétaire est le rapport entre la consommation d'un poste de dépense et les dépenses totales.

$$\text{Coefficient budgétaire} = \frac{\text{Consommation d'un poste de dépense}}{\text{Consommation totale}}$$

Exemple de coefficients budgétaires des ménages français en 2005 et 2011

Poste de dépenses (en %)	2005	2011
Alimentation	16,1	15,9
Logement	12,4	12,9
Santé	4,2	4,5

Source : Insee

Selon ces données, les consommateurs français consacrent en 2011, 15,9 % de leurs dépenses à l'alimentation, 12,9 % au logement et 4,2 % à leur santé.

2. L'élasticité de la demande

L'élasticité-prix de la demande

L'élasticité-prix de la demande indique la sensibilité de la consommation par rapport à une variation des prix. Elle se mesure par le rapport entre la variation de la consommation et la variation du prix.

$$\text{Élasticité-prix} = \frac{\text{Taux de variation de la demande}}{\text{Taux de variation du prix}}$$

EXEMPLE : si la demande d'un produit augmente de 3 % quand son prix baisse de 2 %, son élasticité-prix est de $-1,5$ (soit $+3\% / -2\%$).

Si l'élasticité-prix est négative, la demande varie en sens inverse du prix. Une hausse du prix entraîne une diminution de la demande et une baisse du prix entraîne une hausse de la demande. Une élasticité-prix négative est la caractéristique de la majorité des biens et des services.

Si l'élasticité-prix est inférieure à -1 , la demande varie plus que proportionnellement à l'évolution du prix.

Si l'élasticité-prix est comprise entre 0 et 1, la demande varie moins que proportionnellement à l'évolution du prix.

Si l'élasticité-prix est nulle, cela signifie que la variation du prix n'a aucune influence sur la demande. L'utilité du bien est alors un critère supérieur à son prix. Cela concerne uniquement les produits de première nécessité. On parle d'effet Giffen ou de biens Giffen.

EXEMPLES : Le pain, la farine, le sucre... Une hausse ou une baisse des prix n'entraîne pas de variation significative de la demande.

Si l'élasticité-prix est positive, le bien est d'autant plus demandé que son prix est élevé. C'est la caractéristique des produits de luxe. Plus ils sont chers, plus ils sont demandés. On parle d'effet Veblen ou de biens Veblen.

Si l'élasticité-prix est supérieure à 1, la demande réagit encore plus fort que la variation du prix.

L'élasticité-revenu de la demande

L'élasticité-revenu de la demande indique la sensibilité de la consommation par rapport à une variation des revenus. Elle se mesure par le rapport entre la variation de la consommation et la variation du revenu.

$$\text{Élasticité-revenu} = \frac{\text{Taux de variation de la demande}}{\text{Taux de variation du revenu}}$$

Si l'élasticité-revenu est négative, une hausse des revenus entraîne une diminution de la demande. Il s'agit principalement des biens de première nécessité. Lorsque le revenu augmente, la demande de ces biens diminue.

Si l'élasticité-revenu est comprise entre 0 et 1, cela signifie que la demande d'un produit varie moins vite que le revenu.

EXEMPLE : Le revenu augmente de 2 % mais la demande du produit augmente seulement de 1 %, l'élasticité-revenu de ce produit est de 0,5 (soit 1 % / 2 %).

Si l'élasticité-revenu est supérieure à 1, une hausse du revenu engendre une hausse plus importante de la consommation. C'est le cas pour beaucoup de postes budgétaires de loisirs, de logement, de santé...

EXEMPLE : Une augmentation du revenu entraîne une hausse plus que proportionnelle de la demande de voyages.

Remarque : l'effet de cliquet

Sur une courte période, un agent économique a tendance à conserver le même niveau de consommation quelle que soit l'évolution de son revenu disponible. Une variation du revenu a un impact différé dans le temps car les modifications des habitudes de consommation sont plus lentes que les augmentations de revenus.

L'intérêt de l'élasticité de la demande

Au niveau des entreprises

L'élasticité de la demande est une donnée importante pour les entreprises. Elles s'en servent pour fixer leur prix de vente et prévoir les réactions de la demande suite à une variation du prix de vente ou une variation du pouvoir d'achat.

Au niveau national

Une politique de redistribution des revenus a un impact si l'élasticité-revenu de la demande est positive.

EXEMPLE : Si l'élasticité-revenu de la demande est positive, une diminution des impôts a un impact positif sur le niveau global de la demande.

3. Les lois d'Engel

Ernst Engel (1821-1896) est un économiste et statisticien allemand. Il est connu pour avoir défini un certain nombre de lois visant à montrer l'évolution des modes de consommation en fonction de la variation du revenu.

Première loi d'Engel

La part du revenu affecté aux **dépenses alimentaires** est d'autant plus grande que le revenu est faible et qu'il diminue. Cela signifie que quand le revenu d'un ménage augmente, la part du revenu consacré à l'alimentation diminue. Il peut consommer des biens de meilleure qualité et donc plus chers, mais globalement ses besoins en nourriture sont limités et il préfère consacrer l'augmentation de son revenu à d'autres dépenses que l'alimentation.

L'élasticité-revenu de l'alimentation est comprise entre 0 et 1. Elle est positive puisque les dépenses alimentaires augmentent quand le revenu augmente, mais inférieure à 1 car elles augmentent moins vite que le revenu.

Deuxième loi d'Engel

La part du revenu affecté à l'**habillement et au logement** est sensiblement identique quel que soit le niveau de revenu. Si un ménage voit son revenu augmenter, il consacre une part plus importante de ce revenu à l'habillement et au logement, dans les mêmes proportions que l'augmentation de son revenu.

L'élasticité-revenu de l'habillement et du logement est aux alentours de 1. Quand le revenu augmente, la part du budget total alloué à l'habillement et au logement augmente, l'élasticité est donc positive. Quand le revenu augmente, la part

du revenu consacrée à l'habillement et au logement augmente dans les mêmes proportions que l'augmentation du revenu, l'élasticité est donc proche de 1.

Troisième loi d'Engel

La part du revenu consacré à **la santé, à l'éducation et aux loisirs** augmente au fur et à mesure que le revenu augmente. Si le revenu d'un ménage augmente, il décide donc d'allouer une part plus importante de son budget total à ces postes budgétaires.

L'élasticité-revenu de la santé, l'éducation et des loisirs est supérieure à 1. La demande de ces postes augmente avec le revenu, donc l'élasticité est positive et elle augmente plus que proportionnellement par rapport au revenu, elle est donc supérieure à 1.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

À partir de l'exemple des postes budgétaires entre 2005 et 2011, vérifiez les 3 lois d'Engel, sachant que le revenu global des ménages a augmenté entre ces deux dates.

Fiche 16

L'épargne

1. Les caractéristiques de l'épargne
2. Les motifs de l'épargne
3. La théorie du cycle de vie

- **Objectif** : Comprendre les enjeux de l'épargne
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Épargne, actifs financiers, actifs non financiers, taux d'épargne, pension à épargner, théorie du cycle de la vie



1. Les caractéristiques de l'épargne

Définition

Les ménages disposent d'un revenu disponible qu'ils consacrent en grande partie à des dépenses de consommation.

L'**épargne** est la partie du revenu disponible des ménages qui n'est pas consacrée à la consommation immédiate. Elle correspond à une **consommation différée dans le temps**.

Les formes de l'épargne

La part du revenu épargnée est placée dans différents actifs qui constituent le patrimoine de l'épargnant.

Les actifs financiers

Les actifs financiers regroupent l'ensemble des placements financiers des ménages. Ce sont les livrets d'épargne (livret A, livret jeune, PEL...), les instruments financiers (actions, obligations...) et les assurances-vie.

Les actifs non financiers

Les biens immobiliers représentent la principale forme d'actifs non financiers.

La mesure de l'épargne

L'effort d'épargne des ménages peut se mesurer par le **taux d'épargne**. Il représente la part du revenu disponible qui est épargnée.

$$\text{Taux d'épargne} = \frac{\text{Épargne}}{\text{Revenu disponible}}$$

Le taux d'épargne correspond à la propension à épargner. Il peut aussi être obtenu à partir de la propension à consommer :

$$\text{Propension à épargner} = 1 - \text{propension à consommer}$$

Information

En 2015, le taux d'épargne des ménages français était de 14,5 %.

L'épargne dépend du revenu

Le montant consacré à l'épargne dépend du niveau de revenus des ménages. Un revenu disponible faible ne permet pas d'épargner.

Rappel

Selon Keynes, lorsque le revenu augmente, la part consacrée à l'épargne augmente plus vite. La propension à épargner augmente avec le revenu. C'est la loi psychologique fondamentale.

2. Les motifs de l'épargne

Les ménages épargnent pour différentes raisons.

Motif de précaution

Les ménages veulent se constituer une réserve pour se protéger face à des risques potentiels.

EXEMPLE : Épargner pour faire face à une perte d'emploi.

Motif patrimonial

Épargner permet de se constituer un patrimoine et de le transmettre en héritage.

EXEMPLE : Acheter un appartement pour ses enfants.

Motif de placement

Les placements permettent d'obtenir des revenus complémentaires.

EXEMPLE : Acheter un appartement pour le louer.

Motif de spéculation

Il s'agit d'acheter des actifs financiers à bas prix pour les revendre lorsque le prix est plus élevé et réaliser une plus-value.

EXEMPLE : Acheter des actions sur les marchés financiers.

Motif de liquidité

Il est possible d'épargner en conservant des liquidités en vue de réaliser des achats futurs. Cela constitue une réserve de valeur.

EXEMPLE : Économiser pour un achat important.

3. La théorie du cycle de vie

Le comportement d'épargne d'un agent économique est une fonction variable dans le **temps**. L'agent économique fait varier le niveau de son épargne dans le but de maintenir tout au long de sa vie un certain niveau de consommation. Franco Modigliani (1918-2003), économiste italo-américain, a proposé la **théorie du cycle de vie** pour expliquer les variations du niveau de l'épargne au cours de la vie :

- Dans sa jeunesse, l'agent économique consomme même en l'absence de revenu. Son épargne est négative car empruntée à celle des parents.
- Dans sa vie active, l'agent économique accroît son effort d'épargne au fur et à mesure que ses revenus progressent pour anticiper la baisse de revenu qu'il va subir à la retraite.
- À la retraite, l'agent économique puise dans son épargne pour maintenir sa consommation au niveau antérieur.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Une jeune femme perçoit un revenu mensuel net de 1 850 euros. Tous les mois, elle verse 150 euros d'impôts et vire 250 euros sur un livret A. Elle ne perçoit aucune prestation sociale.

- a. Calculez son taux d'épargne mensuel.
- b. Précisez le motif de son épargne.

RÉVISIONS – FICHES 14 À 16 – QCM

1. Selon Engel, si le revenu d'un ménage augmente, la part consacrée aux sorties culturelles :
 - a. augmente
 - b. diminue
 - c. reste stable
2. Profiter de l'éclairage d'une rue est :
 - a. une consommation individuelle
 - b. une consommation collective
 - c. une consommation intermédiaire
3. En période de récession, les facteurs qui influencent le plus la consommation sont :
 - a. les facteurs économiques
 - b. les facteurs sociaux
 - c. les facteurs culturels
4. Selon Keynes, si le revenu augmente :
 - a. la part consacrée à l'épargne augmente
 - b. la part consacrée à l'épargne diminue
 - c. la part consacrée à l'épargne reste stable
5. Si la demande d'un bien reste stable malgré la hausse de son prix, il s'agit :
 - a. d'un bien de luxe
 - b. d'un bien Veblen
 - c. d'un bien Giffen

RÉVISIONS - FICHES 14 À 16 - QCM

6. Si la demande d'un bien augmente quand son prix augmente :
- a. son élasticité-prix est positive
 - b. son élasticité-prix est négative
 - c. son élasticité-prix est nulle
7. Épargner pour augmenter ses revenus correspond à :
- a. un motif de liquidité
 - b. un motif de placement
 - c. un motif de précaution
8. Si un ménage augmente le niveau de son épargne d'un montant supérieur à l'augmentation de ses revenus, cela respecte :
- a. la première loi d'Engel
 - b. la troisième loi d'Engel
 - c. la loi psychologique fondamentale de Keynes
9. La consommation représente :
- a. 40 % du PIB
 - b. 60 % du PIB
 - c. 80 % du PIB
10. Avant de fixer leurs prix de vente, les entreprises analysent :
- a. l'élasticité-prix de leurs produits
 - b. l'élasticité-revenu de leurs consommateurs
 - c. le taux d'épargne des consommateurs

Fiche 17

La monnaie

1. Historique
2. Les fonctions de la monnaie
3. Les formes de la monnaie
4. La création monétaire
5. La masse monétaire

- **Objectif** : Découvrir la monnaie, ses fonctions et ses formes
- **Prérequis** : Fiches 1 et 2
- **Mots-clefs** : Monnaie divisionnaire, monnaie fiduciaire, monnaie scripturale, monnaie métal, monnaie marchandise, masse monétaire, troc, liquidité, dématérialisation, cours légal, cours forcé, Banque de France, Banque centrale européenne(BCE), création monétaire, taux directeurs, politique monétaire

1. Historique

Le **troc**, c'est-à-dire l'échange d'un bien contre un autre, est un moyen de satisfaire ses besoins. Néanmoins, l'introduction d'un instrument facilitant les échanges est un élément de simplification et de développement des relations économiques entre les agents économiques.

On peut distinguer historiquement plusieurs formes de monnaie qui ont pu coexister ou se succéder :

- **La monnaie marchandise**. La monnaie a pris la forme de marchandises différentes suivant les sociétés et les cultures.

EXEMPLES : Sel, blé, coquillage, tabac, thé...

- **La monnaie métal.** Dans certaines sociétés, on a utilisé en guise de monnaie des métaux précieux, notamment l'or et l'argent. Ces métaux ont une valeur pour un poids et sont relativement inaltérables. Ils sont homogènes et facilement divisibles.
- **Le billet de banque.** Le billet que nous connaissons actuellement a été créé en 1656 par le banquier suédois Palmstruck.

Le billet actuel est doté d'un **cours légal**, ce qui signifie que tout créancier est contraint de l'accepter en paiement d'une dette. Puis, il a été doté d'un **cours forcé** lorsque la Banque de France a supprimé sa convertibilité en métal en 1848.

2. Les fonctions de la monnaie

La monnaie est un **bien économique**. La monnaie n'est pas disponible naturellement dans la nature, ce n'est pas un bien libre. Elle a une utilité et doit être produite par un agent économique spécifique. La monnaie est un actif qui permet à son détenteur d'acquérir d'autres biens ou services.

▷ **La monnaie comprend l'ensemble des moyens de paiement à la disposition des agents économiques leur permettant de réaliser des transactions commerciales.**

La monnaie doit satisfaire simultanément trois différentes fonctions. Tout actif qui ne remplit pas cette condition ne peut être considéré comme monnaie.

La monnaie est un instrument d'échange

La monnaie est un intermédiaire. Ce n'est pas un bien convoité pour lui-même mais parce qu'il permet d'acquérir d'autres biens et services.

La monnaie est un étalon de mesure

La monnaie permet d'évaluer la valeur de tout bien ou service échangeable sur un marché. Elle permet donc de comparer la valeur des différents biens économiques. Chaque bien ou service est évalué par un **prix d'échange** qui représente la quantité de monnaie qu'un individu doit fournir en contrepartie de l'acquisition de ce bien ou service.

La monnaie est une réserve de valeur

La monnaie est une réserve de valeur qui peut être utilisée n'importe quand dans le temps. Elle permet donc à son détenteur de conserver un pouvoir d'achat qu'il pourra mobiliser au moment de son choix. La hausse des prix, c'est-à-dire **l'inflation**, vient diminuer la valeur d'échange de la monnaie puisqu'elle cela entraîne une hausse de la quantité de monnaie nécessaire à l'acquisition d'un bien ou service.

Remarque

L'inflation est étudiée précisément dans la fiche 18.

3. Les formes de la monnaie

La monnaie peut prendre trois principales formes.

La monnaie divisionnaire

Il s'agit de la monnaie métallique, c'est-à-dire l'ensemble des **pièces** en circulation dans une économie. La monnaie divisionnaire est émise par la Monnaie de Paris.

La monnaie fiduciaire

Il s'agit de la monnaie papier, c'est-à-dire l'ensemble des **billets** détenus par les agents économiques. Les billets sont émis, imprimés et mis en circulation par la Banque de France.

- ▷ **La monnaie divisionnaire et la monnaie fiduciaire sont souvent appelées « espèces » ou « liquide ».**

Quelques informations à savoir

Un commerçant peut refuser un paiement effectué avec plus de 50 pièces à la fois.

Un commerçant ne peut pas refuser un paiement par billet, quelle que soit la valeur de ce billet. En effet, le refus d'un moyen de paiement ayant cours légal et forcé est puni par le Code pénal.

Un commerçant ne peut pas accepter un paiement en espèces pour un montant supérieur à 1000 euros.

Un salaire peut être versé en espèces dans la limite de 1500 euros.

Une banque est tenue de mettre à disposition de ses clients un moyen gratuit de retrait d'espèces.

La monnaie scripturale

La monnaie scripturale est constituée de l'**ensemble des soldes positifs** des comptes de dépôt dans les banques. Il s'agit donc d'écritures bancaires. Le paiement en monnaie scripturale correspond à un transfert d'un compte à un autre

compte par le biais d'instruments spécifiques (chèque, carte bancaire, virement, prélèvement...) qui revient à un « **jeu d'écritures** ».

La monnaie scripturale s'est fortement développée au cours du XX^e siècle en raison de la forte croissance des échanges commerciaux. Ce développement de la monnaie scripturale correspond au phénomène de **dématérialisation de la monnaie**.

Remarque

Le Bitcoin est une cryptomonnaie, c'est-à-dire une forme de monnaie qui repose sur un algorithme cryptographique, et un système de paiement. Il ne dépend d'aucune autorité monétaire et s'échange selon le modèle du *peer-to-peer*. Le Bitcoin est extrêmement volatil, ce qui signifie que sa valeur est très fluctuante.

4. La création monétaire

La **création monétaire** est le processus par lequel de la nouvelle monnaie est introduite dans une économie.

Par le crédit bancaire

Une banque peut accorder un crédit à un agent économique à partir des dépôts effectués par les autres clients. On dit alors que « **les dépôts font les crédits** ». Mais dans ce cas, aucune monnaie n'est créée puisque la monnaie existe déjà sous forme de dépôts, elle est seulement transférée.

Les banques peuvent aussi créer des crédits « *ex nihilo* » c'est-à-dire à partir de rien, par un simple jeu d'écritures. C'est ainsi qu'elles peuvent créer de la monnaie.

Les étapes de la création monétaire :

1. Un agent économique (un particulier ou une entreprise par exemple) souhaite satisfaire un besoin mais ne dispose pas d'un pouvoir d'achat suffisant.
2. Il va donc chercher à accroître son pouvoir d'achat en se procurant une quantité de monnaie supplémentaire auprès de l'agent économique autorisé à créer de la monnaie : une banque.
3. Ce supplément de monnaie lui est accordé si la banque lui fait crédit. Le crédit est donc l'instrument de la création monétaire.
4. Le crédit accordé se retrouve sur le compte du bénéficiaire sous la forme d'un dépôt : on dit alors que « **les crédits font les dépôts** ».

La banque, ayant accordé un crédit, rémunère ce service en faisant payer à l'emprunteur un intérêt proportionnel au montant emprunté.

5. L'agent économique rembourse par la suite ce crédit, ce qui entraîne la destruction de la monnaie ainsi créée.

Par les devises

Lorsqu'une entreprise française exporte des marchandises et qu'elle est réglée en monnaie étrangère, elle remet cette monnaie à sa banque qui lui inscrit sur son compte la valeur en euros (moins une commission). Cette transformation de devises équivaut à de la création monétaire.

5. La masse monétaire

La masse monétaire correspond à la quantité de monnaie en circulation dans une économie. Elle regroupe l'ensemble des avoirs détenus par les agents économiques non-financiers : les ménages, les entreprises, etc. La masse monétaire doit être suffisante pour assurer le bon fonctionnement de l'économie, mais elle ne doit pas être trop importante pour ne pas favoriser l'inflation.

Le volume de la masse monétaire est décidé au niveau de la zone euro par la **Banque centrale européenne** (BCE). Elle décide la **politique monétaire** à mener pour lutter contre l'inflation. La BCE dispose de deux moyens pour agir sur la création monétaire :

Les réserves obligatoires

La BCE impose aux banques de détenir sur leur compte dans la Banque centrale un montant minimum non rémunéré qui ne peut être utilisé pour accorder des crédits. Donc, lorsque la Banque centrale augmente le montant de ces réserves obligatoires, elle impose aux banques commerciales de réduire la quantité de crédit accordé.

Les taux directeurs de refinancement

Lorsqu'une banque commerciale désire obtenir des liquidités auprès de la Banque centrale, celle-ci exige un taux d'intérêt, c'est le taux directeur. Donc si la Banque centrale augmente ses taux directeurs, les banques sont aussi incitées à augmenter leurs propres taux d'intérêt pour les prêts accordés. Les demandes de crédit diminuent et la création monétaire est réduite.

Déterminez si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses. Justifiez vos réponses.

- a. La monnaie est un bien libre.
- b. Les billets sont une forme de monnaie scripturale.
- c. L'ensemble des pièces et des billets en circulation dans une économie forme la masse monétaire.
- d. La monnaie est un intermédiaire.
- e. Un coquillage pouvait servir de monnaie.
- f. En France, la politique monétaire est décidée par la Banque de France.

Fiche 18

L'inflation

1. Définition
2. Les origines de l'inflation
3. Les effets de l'inflation
4. La lutte contre l'inflation

- **Objectif** : Comprendre les enjeux de l'inflation
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Inflation, théorie monétaire, théorie quantitative, pouvoir d'achat, salaire nominal, salaire réel, politique monétaire, courbe de Phillips, désinflation, déflation, stagflation

1. Définition

L'inflation correspond à la hausse générale du niveau des prix.

Attention

L'inflation concerne le niveau général des prix. La hausse des prix dans un secteur particulier, qui ne se propage pas aux autres secteurs de l'économie, n'est pas être considérée comme de l'inflation.

L'inflation correspond à une variation. Elle s'exprime par un taux de variation en pourcentage.

EXEMPLE : Une inflation de 2,2 % signifie, qu'en moyenne, les prix ont augmenté de 2,2 %.

Si l'inflation augmente, la hausse des prix s'accélère.

EXEMPLE : L'inflation passe de 1 % à 1,5 %, elle augmente d'un demi point, les prix augmentent plus vite.

Si l'inflation diminue, les prix continuent d'augmenter, mais moins rapidement. Ce ralentissement de l'inflation est appelé **désinflation**.

Si l'inflation est négative, cela signifie que les prix baissent, on parle de **déflation**.

Remarque

Une inflation de 1 à 3 % par an est qualifiée de rampante. Elle est acceptable pour une économie.

Une inflation de 5 à 9 % est ouverte. Elle doit être contrôlée.

Une inflation à deux chiffres, donc supérieure à 10 % est considérée comme galopante et a des conséquences très néfastes sur l'économie.

2. Les origines de l'inflation

Les phénomènes économiques qui engendrent l'inflation sont divers et souvent complémentaires.

L'inflation par la monnaie

L'inflation par la monnaie trouve son origine dans la quantité de monnaie en circulation dans un pays, donc dans la **création monétaire**.

Si une économie crée une quantité importante de monnaie à travers le crédit, elle risque de voir le niveau général des prix augmenter.

Irving Fisher (1867-1947), un économiste et mathématicien américain, a développé la théorie quantitative de la monnaie, reprise par Milton Friedman (1912-2006) dans les années 1970.

La **théorie quantitative** de la monnaie expose une relation entre la quantité de monnaie en circulation dans une économie et les prix. Elle considère pour cela quatre variables :

M = Masse monétaire, c'est-à-dire la quantité de monnaie en circulation.

V = Vitesse de circulation de cette monnaie.

P = Indice des prix.

T = Volume des transactions.

Selon la théorie quantitative de la monnaie :

$$M \times V = P \times T$$

La vitesse de circulation de la monnaie est considérée comme stable, tout comme le volume des transactions. Il existe donc une relation directe entre la quantité de monnaie en circulation et les prix.

▷ **Si la quantité de monnaie augmente, les prix augmentent.**

L'inflation par la demande

L'inflation par la demande provient d'un **excès de la demande** sur les marchés des biens et des services par rapport à l'offre. Selon le fonctionnement d'un marché, si la demande est supérieure à l'offre, le prix augmente. Les capacités de production sont insuffisantes pour satisfaire l'ensemble de la demande. Il en résulte une hausse des prix pour faire diminuer le volume de la demande.

Si tous les marchés enregistrent une demande plus forte que l'offre, le niveau général des prix augmente et l'inflation apparaît.

L'inflation par les coûts

L'inflation par les coûts résulte d'une **augmentation des coûts de production** que subissent les entreprises. Elles répercutent alors cette hausse des coûts sur les prix de vente. Si toutes les entreprises d'une économie connaissent une hausse de leurs coûts de production, cela engendre un phénomène d'inflation.

La hausse des coûts de production peut avoir plusieurs origines :

- Augmentation des prix des matières premières qui deviennent plus rares.
EXEMPLE : L'essence.
- Augmentation des prix des importations si la monnaie nationale se déprécie.
EXEMPLE : Si l'euro est plus faible que le dollar, l'importation d'un bien américain est plus chère.
- Augmentation des charges financières.
EXEMPLE : Si une entreprise est très endettée, les charges financières pèsent sur ses coûts de production.
- Augmentation des charges sociales qui alourdissent le coût du travail.
- Augmentation de la pression fiscale qui pèse sur les entreprises.

L'inflation par les structures

L'inflation a des origines structurelles qui découlent des **imperfections du marché**. L'exemple le plus caractéristique est celui des oligopoles. Un marché qui est détenu par seulement quelques producteurs a souvent des prix inflexibles à la baisse.

EXEMPLE : Avant l'arrivée de Free, le marché de la téléphonie mobile était tenu par trois grands groupes (SFR, Bouygues Télécom et Orange) qui ont eu tendance à faire monter les prix ensemble.

3. Les effets de l'inflation

La diminution du pouvoir d'achat

Le **pouvoir d'achat** correspond à la quantité de biens et de services que peuvent acheter les agents économiques avec leurs revenus. Le pouvoir d'achat dépend du revenu disponible mais aussi de l'inflation.

$$\text{Pouvoir d'achat} = \text{Revenu disponible} - \text{Inflation}$$

Le pouvoir d'achat permet de distinguer le salaire nominal du salaire réel. Le **salaire nominal** est le montant perçu en unités monétaires (en euros) figurant sur le bulletin de salaire. Le **salaire réel** est la quantité de biens et de services que le salarié peut acheter avec ce salaire nominal. Il correspond au salaire nominal diminué de l'inflation.

$$\text{Salaire réel} = \text{Salaire nominal} - \text{Inflation}$$

Une forte inflation a donc des effets négatifs sur le pouvoir d'achat des ménages.

EXEMPLE : En janvier, le revenu mensuel d'un individu est de 1500 euros. Il peut acheter 100 biens à 15 euros. En décembre, ces mêmes biens valent désormais 16 euros. Avec le même revenu, il ne peut plus en acheter que 93. Il a perdu du pouvoir d'achat non par diminution de son salaire, mais à cause de l'inflation.

La diminution de l'épargne

Le niveau de l'épargne dépend de l'inflation anticipée des ménages.

EXEMPLE : Un ménage place 1000 euros sur un compte d'épargne dont le taux d'intérêt est de 5 %. Au bout d'un an, le ménage dispose donc de 1 050 euros. Si l'inflation a été nulle au cours de l'année, le pouvoir d'achat du ménage a augmenté de 5 %. Si durant la même période, l'inflation a été de 5 %, le pouvoir d'achat du ménage n'a pas augmenté. Elle peut s'offrir la même quantité de biens avec les 1000 euros de départ qu'avec les 1 050 euros de la fin de l'année. Si l'inflation dépasse la rémunération de l'épargne, le ménage n'a plus aucun intérêt à placer son épargne.

- ▷ **En période de forte inflation, les agents économiques ont tendance à favoriser la consommation immédiate de leurs revenus puisque le montant de leur épargne sera dévalorisé dans le futur.**

La spirale inflationniste

Lorsque les prix augmentent, les agents économiques n'ont plus confiance en l'avenir. S'ils considèrent que cette inflation va perdurer, ils préfèrent consommer immédiatement et ne plus épargner. La demande sur les marchés des biens et des services est alors encore plus importante. Les capacités de productions ne pouvant s'adapter, les entreprises préfèrent augmenter les prix pour freiner cette demande et augmenter leurs marges. L'inflation est donc un phénomène auto-entretenu.

L'inflation engendre l'inflation.

La perte de compétitivité

Perte de compétitivité interne

L'inflation augmente les prix des biens et des services. Les ménages, à revenu constant, réduisent donc le volume de leur consommation et les entreprises perdent des parts de marché.

Perte de compétitivité externe

Si le niveau général des prix d'un pays augmente, les exportations sont réduites. Les étrangers qui veulent obtenir des produits nationaux doivent déboursier une somme plus importante pour les acquérir. Le taux de change entre les deux monnaies peut accentuer ou réduire cet écart.

Remarque

Si l'inflation peut être néfaste pour une économie, la **déflation**, c'est-à-dire la baisse du niveau des prix, est encore plus risquée. La baisse du niveau des prix engendre une baisse de la production et une baisse du niveau des salaires. La croissance ralentit fortement et le niveau de chômage augmente.

4. La lutte contre l'inflation

La politique monétaire

La lutte contre l'inflation est une politique monétaire de rigueur. Dans la zone euro, les États ne sont plus les décideurs en matière de politique monétaire, c'est la Banque centrale européenne, qui est indépendante de tout pouvoir politique.

- ▷ **La lutte contre l'inflation est le rôle premier de la Banque centrale européenne.**

La limitation de la hausse des revenus

L'augmentation des revenus a une influence directe sur la demande et donc sur le niveau des prix pratiqués puisque le surplus de demande ne peut être absorbé par l'offre.

- ▷ **Si la hausse des salaires est supérieure à la hausse de la productivité, cela a des effets sur l'inflation.**

Les méfaits de la lutte contre l'inflation

William Alban Phillips (1914-1975) a observé, à partir de données statistiques, une relation inverse entre le taux de chômage et le taux de croissance des salaires nominaux. Plus le taux de chômage est élevé, moins la croissance des taux de salaires nominaux est forte. Il en découle une relation appelée la « **courbe de Phillips** ».

Solow (né en 1924) et Samuelson (1915-2009), deux économistes américains, ont reformulé cette relation en considérant le niveau du chômage et l'inflation. Selon les deux auteurs, il existe un dilemme entre l'inflation et le chômage. Plus le taux de chômage est élevé, moins l'inflation est forte. **Les économies doivent choisir entre la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chômage.** Il faut accepter l'inflation pour pouvoir lutter efficacement contre le chômage.

Remarque

La **stagflation** décrit une situation économique caractérisée par une stagnation de l'activité, une inflation élevée et un niveau important de chômage.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Retrouvez les termes correspondant aux définitions suivantes.

- Baisse du niveau général des prix.
- Ralentissement de l'augmentation du niveau général des prix.
- Augmentation du niveau général des prix.
- Inflation et ralentissement de la croissance.

Fiche 19

La politique économique

1. Qu'est-ce que la politique économique ?
2. Les objectifs de la politique économique
3. La politique de rigueur
4. La politique de relance

- **Objectif** : Comprendre les mécanismes de la politique économique
- **Prérequis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Politique économique, politique structurelle, politique conjoncturelle, politique monétaire, politique budgétaire, politique fiscale, carré magique de Kaldor, balance commerciale, politique de relance, Keynes, politique de rigueur, libéraux, fonctions régaliennes, État-providence, État-gendarme, New-Deal

1. Qu'est-ce que la politique économique ?

Définition

La politique économique désigne l'ensemble des actions des pouvoirs publics dans l'activité économique. Les pouvoirs publics sont alors compris au sens large. Les autorités monétaires et les autorités internationales font partie de ces pouvoirs publics.

La politique structurelle et la politique conjoncturelle

- **La politique structurelle** vise à agir, sur le long terme, sur les structures économiques du pays, sur le fonctionnement des différents marchés.

EXEMPLE : Suppression d'un monopole étatique sur l'énergie, ouverture du marché du gaz et de l'électricité à la concurrence.

- **La politique conjoncturelle** vise à orienter, sur le court terme, l'activité économique dans différents domaines.

EXEMPLE : Création de contrats aidés pour favoriser l'emploi des jeunes.

Les domaines d'intervention de la politique économique

La politique économique peut prendre différentes formes :

- **La politique monétaire** vise à lutter contre l'inflation à travers le contrôle de la masse monétaire.
Dans la zone euro, la politique monétaire est menée par la Banque centrale européenne.
- **La politique budgétaire** consiste à utiliser le budget de l'État pour relancer l'économie. Au sein de la politique budgétaire, on distingue plusieurs formes de politiques comme la **politique fiscale** qui permet d'encourager l'activité économique dans un domaine particulier ou la **politique de l'emploi** qui vise à augmenter le niveau de l'emploi.

2. Les objectifs de la politique économique

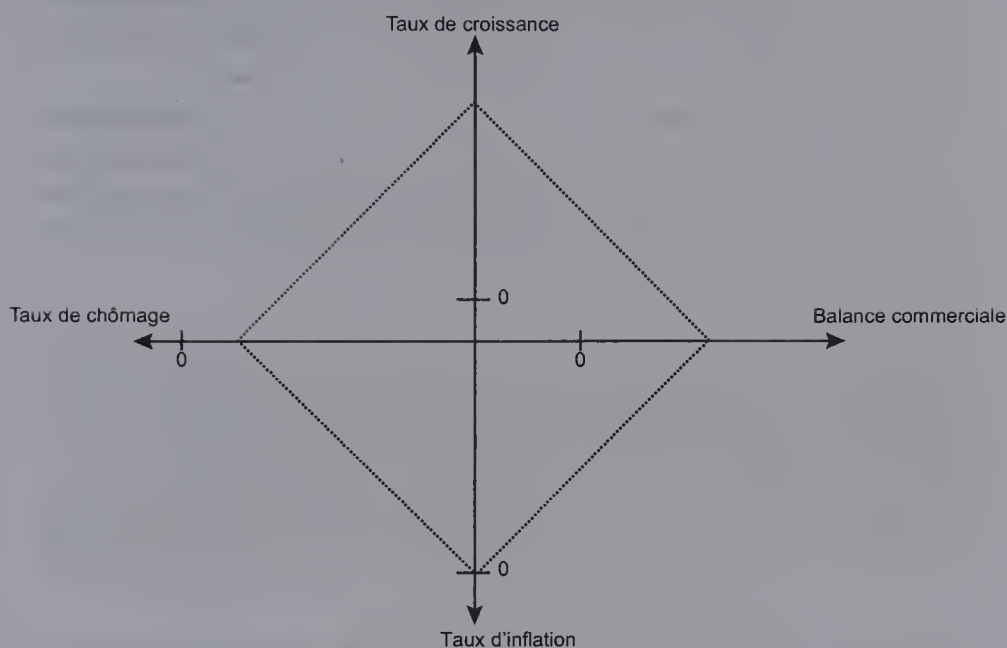
Nicholas Kaldor (1908-1986), économiste britannique, a schématisé les objectifs de la politique économique sous la forme d'un carré magique. Cette figure représente les quatre principaux objectifs de la politique économique :

- **La croissance économique** évaluée par le taux de croissance du PIB. La politique économique cherche à stimuler la croissance.
- **L'emploi**, mesuré par le taux de chômage. La politique économique cherche à réduire, directement ou indirectement, le taux de chômage.
- **L'inflation**, mesurée par le taux d'inflation. La politique économique cherche à garantir le pouvoir d'achat des agents économiques en garantissant une stabilité des prix, donc en maîtrisant l'inflation.
- **L'équilibre de la balance commerciale**, mesuré par le solde de la balance commerciale. La politique économique cherche à favoriser les exportations d'une économie.

Remarque : la balance commerciale

Le solde de la balance commerciale est la différence entre le montant des exportations et le montant des importations. S'il est positif, cela signifie que les exportations sont supérieures aux importations. S'il est négatif, cela signifie que les importations sont supérieures aux exportations et que l'économie dépend de l'étranger.

Le carré magique de Kaldor



Le **carré magique de Kaldor** est une représentation graphique de ces quatre objectifs sur deux axes doubles. Les points d'intersection forment un quadrilatère qui correspond à la situation économique d'un pays.

Les objectifs de la politique économique sont d'augmenter la surface de ce quadrilatère et de se rapprocher de la situation idéale formée par le carré magique, c'est-à-dire une forte croissance, une inflation faible, un chômage faible et une balance commerciale excédentaire.

Les instruments de la politique économique diffèrent selon les objectifs visés et selon la vision de l'économie proposée.

3. La politique de rigueur

Inspiration théorique

La politique de rigueur est d'inspiration **libérale**. Les libéraux considèrent que l'activité économique doit être régie par le marché et que le rôle de l'État dans l'activité économique doit être très limité. C'est la conception de l'**État-gendarme**. Selon les libéraux, la récession économique est due aux barrières qui entravent la libre concurrence sur les marchés.

Sur le marché du travail, le chômage s'explique par la rigidité des salaires à la baisse. Le chômage est une situation dans laquelle l'offre de travail est supé-

rieure à la demande de travail. Comme pour tout marché, si l'offre est supérieure à la demande, le prix, donc le salaire, doit diminuer. Les libéraux réfutent donc l'efficacité économique d'un salaire minimum en dessous duquel les entreprises ne peuvent pas rémunérer leurs salariés.

Sur le marché des biens et des services, les libéraux préconisent un renforcement de la concurrence. Toutes les barrières qui freinent la concurrence doivent donc être supprimées pour favoriser la croissance. Si les marchés se régulent tout seuls, ils parviendront à obtenir un taux de croissance supérieur à l'intervention de l'État. Les monopoles étatiques sont ainsi remis en cause.

Remarque

La coopération européenne s'inspire des raisonnements libéraux quand elle renforce la concurrence sur les marchés en obligeant les pays à supprimer les monopoles étatiques.

Exemples : Ouverture à la concurrence du gaz, de l'électricité, du fret, du courrier...

Le seul rôle économique de l'État est de lutter contre l'inflation en maîtrisant l'augmentation de la masse monétaire.

L'État-gendarme

L'État-gendarme est une conception du rôle de l'État selon laquelle l'État remplit les **fonctions régaliennes** et intervient dans l'activité économique uniquement pour les activités non-rentables pour les entreprises privées et d'utilité publique : la santé, l'éducation, les infrastructures...

Remarque

Les fonctions régaliennes correspondent à la sécurité intérieure (police), la sécurité extérieure (armée) et la justice.

Les instruments de la politique de rigueur

Une politique de rigueur cherche à lutter contre l'inflation et à contrôler les dépenses de l'État. Elle peut être appliquée à partir de différents instruments :

- **Politique monétaire** : contrôle de la monnaie par un maintien des taux directeurs de la BCE élevés afin de limiter la création monétaire et de maîtriser l'inflation.

EXEMPLE : Augmentation des taux directeurs de la BCE.

– **Politique budgétaire** : diminution de l'engagement de l'État dans l'activité économique et maîtrise des budgets de l'État. Cela peut se décliner dans plusieurs domaines :

- La **politique de redistribution** cherche à ne pas augmenter la demande pour ne pas favoriser l'inflation.

EXEMPLE : Gel du salaire des fonctionnaires et gel du SMIC.

- La **politique de l'emploi** favorise une diminution des charges sociales qui pèsent sur les entreprises. La diminution de ces charges doit baisser les coûts de production et se répercuter sur le niveau des prix pratiqués par les entreprises.

EXEMPLE : Loi Fillon de 2003. Tous les salaires compris entre 1 fois et 1,6 fois le SMIC bénéficient d'une réduction des charges sociales pour l'entreprise.

- La **politique fiscale** vise à diminuer la pression fiscale pour favoriser l'entrepreneuriat et le travail.

EXEMPLE : Diminution du taux de TVA de la restauration à 5,5 %, suppression des charges sociales des heures supplémentaires.

4. La politique de relance

Inspiration théorique

La politique de relance est d'inspiration keynésienne.

John-Maynard Keynes (1883-1946) est un économiste britannique. Il est le premier économiste à avoir démontré l'intérêt d'une politique de relance pour l'économie.

Selon Keynes, la récession économique est due à la faiblesse de la **demande effective**. En effet, les entreprises décident du niveau de production et donc de l'emploi nécessaire pour obtenir cette production en fonction de leurs anticipations de la demande adressée par les agents économiques. Si les entreprises sont pessimistes, si elles pensent ne pas pouvoir écouler leurs produits, elles réduisent le niveau de la production et ont donc besoin de moins de salariés. À l'inverse, si les entreprises sont optimistes, elles pensent pouvoir vendre un volume important, elles augmentent le niveau de la production et offrent un volume important de travail.

Dans cette optique, la réduction des salaires ne peut pas permettre de résorber le chômage comme le pensent les libéraux. Au contraire, la réduction des salaires entraîne une baisse de la demande et donc de la production.

Keynes préconise la mise en place d'une politique de relance pour soutenir la croissance et l'emploi en favorisant la consommation.

Dans cette politique de relance, **l'État a un rôle primordial**.

État-providence

L'État-providence est une conception de l'État selon laquelle les pouvoirs publics doivent intervenir pour soutenir l'activité économique. Il doit avoir un rôle actif dans la recherche de progrès économique et social. L'État ne doit pas se cantonner à ses fonctions régaliennes et aux activités économiques non-rentables pour les entreprises privées.

L'État remplit alors plusieurs fonctions :

- Une fonction d'allocations des ressources budgétaires (les impôts) dans des dépenses de production collective.

EXEMPLES : L'aménagement du territoire, l'éducation...

- Une fonction de régulation c'est-à-dire de lutte contre les déséquilibres économiques.

EXEMPLE : Lutte contre le chômage

- Une fonction de redistribution qui permet de corriger les inégalités de la répartition primaire des revenus. Il s'agit d'une politique de solidarité qui a des fondements économiques.

Rappel

Keynes a démontré que la propension à consommer est plus élevée pour les bas salaires. Il est donc nécessaire de soutenir les bas salaires pour favoriser la consommation.

Le cercle vertueux keynésien

Keynes préconise une politique de relance qui s'appuie sur un déficit budgétaire. L'État doit donner une impulsion à l'activité économique à travers des investissements lourds.

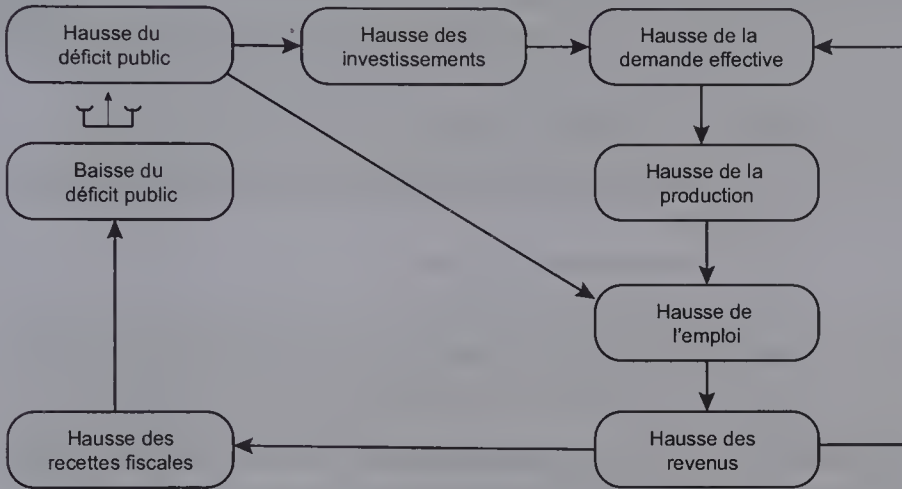
EXEMPLE : Infrastructures (ponts, routes, canaux, etc.).

L'État devient alors investisseur, producteur et employeur. La demande sur les marchés de biens intermédiaires augmente, le revenu national augmente et l'emploi augmente. Les entreprises privées anticipent ensuite une hausse de la demande effective et deviennent alors optimistes. Elles augmentent leurs productions et l'emploi. L'initiative privée prend alors le relais de l'impulsion publique.

Selon Keynes, le déficit budgétaire dû aux investissements massifs de l'État se résorbe naturellement. Le niveau de l'emploi ayant augmenté, les cotisations sociales sont en hausse ainsi que le niveau de l'impôt sur le revenu. La production qui augmente engendre aussi une amélioration des impôts versés par les entreprises.

Keynes parle ainsi d'un **cercle vertueux de la croissance** : les fruits de la croissance engendrés par un déficit budgétaire permettent de financer ce déficit budgétaire.

Le cercle vertueux keynésien



- ▷ La politique keynésienne a été appliquée par Roosevelt aux États-Unis pour sortir le pays de la crise de 1929 : le « New Deal ». L'un des piliers de cette politique est la politique des grands travaux (barrages, routes, écoles...) dont l'objectif est d'employer des chômeurs et de relancer les industries par des commandes publiques.

La politique keynésienne a donc fait ses preuves dans le passé. Néanmoins, elle ne peut pas être appliquée dans une économie telle que la France. En effet, la France doit contrôler son budget depuis son adhésion au pacte de stabilité européen en 1997. Le déficit budgétaire de la France ne doit pas excéder 3 % de son PIB. En outre, plusieurs critiques sont appliquées au modèle de cercle vertueux de Keynes. La première et la plus forte est que Keynes raisonne en économie fermée. Dans une économie mondialisée, la hausse de la consommation des ménages peut s'adresser à des produits étrangers et ce n'est plus l'économie nationale qui enregistre une croissance.

Les instruments de la politique de relance

La mise en place d'une politique de relance s'appuie sur différents instruments qui peuvent être utilisés indépendamment :

- **Politique monétaire** : diminution des taux d'intérêt pour favoriser l'endettement des ménages et la consommation.

EXEMPLE : Taux d'intérêt immobilier faibles pour favoriser l'accès à la propriété.

– **Politique budgétaire** : augmentation des investissements de l'État dans l'économie pour soutenir la demande. La politique budgétaire de relance concerne plusieurs domaines :

- La **politique de redistribution** cherche à soutenir la demande des revenus les plus faibles.

EXEMPLE : Allocations familiales.

- La **politique des revenus** favorise la hausse des revenus pour soutenir la demande.

EXEMPLE : Revalorisation du SMIC.

- La **politique fiscale** peut vouloir augmenter la pression fiscale pour financer les dépenses de l'État.

EXEMPLE : Création de la CSG pour financer la Sécurité sociale.

Une politique de relance soutient la demande pour favoriser la croissance.

Une politique de rigueur soutient l'offre pour maîtriser l'inflation.

L'efficacité d'une politique économique dépend de ses objectifs. Ils sont souvent imposés par le contexte économique et politique international.

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Indiquez si les mesures suivantes sont des instruments d'une politique de rigueur ou d'une politique de relance.

- a. L'augmentation du SMIC.
- b. L'ouverture du marché du gaz à la concurrence.
- c. La nationalisation d'une entreprise.
- d. La prime à la casse.
- e. La réduction des allocations chômage.

Fiche 20

Les marchés financiers

1. Le financement de l'économie
2. Les produits financiers
3. Les caractéristiques des marchés financiers
4. Les différents compartiments des marchés financiers

- **Objectif** : Découvrir le fonctionnement des marchés financiers
- **Pré requis** : Fiches précédentes
- **Mots-clefs** : Besoin de financement, capacité de financement, financement direct, financement indirect, financement externe, financement interne, produits financiers, actions, obligations, OPCVM, produits dérivés, cours, zinzins, Bourse

1. Le financement de l'économie

Les marchés financiers permettent de se faire rencontrer les besoins de financement des entreprises et des États et les capacités de financement des ménages.

Ne pas confondre

L'économie analyse la façon dont les agents économiques utilisent leurs ressources pour satisfaire leurs besoins.

La finance analyse les différentes sources de financement des entreprises et étudie la variation des cours des produits financiers.

Les besoins de financement

Un besoin de financement est une situation dans laquelle un agent économique cherche des sources de financement parce que ses ressources sont inférieures à ses projets de dépenses.

Les principaux agents économiques qui ont des besoins de financement sont les États pour financer leurs politiques économiques et les entreprises pour financer leur exploitation ou leurs investissements. Ponctuellement, les ménages ont aussi des besoins de financement.

Les capacités de financement

Une capacité de financement est une situation dans laquelle un agent économique dispose de ressources supérieures à ses dépenses. Au niveau d'une économie nationale, ce sont les ménages qui ont des ressources de financement.

Remarque

Pour se financer, une entreprise peut utiliser sa capacité d'auto-financement. Cela correspond à un **financement interne**. Mais si elle ne dispose pas de ces fonds, elle doit faire appel à un **financement externe**. Elle peut alors s'adresser à une banque pour demander un crédit, c'est le **financement indirect**. La banque est alors un intermédiaire entre les agents qui ont une capacité de financement et les agents qui ont un besoin de financement. L'entreprise peut aussi, si sa taille le permet, capter directement l'épargne des ménages sur les marchés financiers et émettant des actions ou des obligations. C'est le **financement direct**.

2. Les produits financiers

La rencontre entre les besoins et les capacités de financement se fait par des produits financiers, ou instruments financiers :

- Les **actions** sont une part du capital d'une société. Acheter une action revient à entrer au capital d'une société, donc être actionnaire de cette société. Une action donne droit à un dividende si la société enregistre des bénéfices et qu'elle décide de distribuer ses bénéfices aux actionnaires. Une action donne aussi droit à un droit de vote sur les principales décisions de la société. Une action n'a pas de durée de vie.
- Les **obligations** sont une part d'un emprunt émis par une grande entreprise ou un État. Acheter une obligation revient à prêter des fonds à une entreprise ou un État. Une obligation donne droit à un intérêt, appelé coupon, versé tous les ans. Une obligation a une durée de vie fixée au moment de son émission. À la fin de cette période, le montant de l'obligation est remboursé.

Remarque

Les actions et les obligations sont appelées des « valeurs mobilières ».
 Les **OPCVM** (organisme de placement collectifs en valeurs mobilières) sont des paniers composés par leur gérant de plusieurs actions et obligations.
 Les **produits dérivés** sont des instruments complexes dont la valeur est définie en fonction de la valeur d'un autre produit financier.

Tous ces produits peuvent être achetés et vendus sur les marchés financiers. On dit qu'ils sont « cessibles ». Certains produits bancaires contiennent des instruments financiers.

EXEMPLE : Une assurance-vie peut avoir pour supports des OPCVM.

3. Les caractéristiques des marchés financiers

Définition

Un marché financier est le lieu de rencontre, réel ou virtuel, entre les demandes de produits financiers et les offres de produits financiers.

- La demande des produits financiers émane des agents à capacité de financement qui cherchent à placer leur épargne pour en tirer un rendement.

EXEMPLE : Un ménage achète une action pour la revendre plus tard plus cher, empochant ainsi une plus-value.

- L'offre de produits financiers émane des agents à besoins de financement, c'est-à-dire les entreprises et les États, qui cherchent des sources de financement.

EXEMPLE : Un État émet des obligations pour financer sa politique économique.

L'offre et la demande dépendent d'un prix qu'on appelle le « **cours** ».

EXEMPLE : Le cours de l'action X est de y euros.

Dématérialisation

Jusque dans les années 80, les marchés financiers étaient des lieux réels dans lesquels opéraient des agents qui passaient des ordres pour leurs clients. Désormais, les marchés financiers sont complètement dématérialisés et toutes les transactions s'effectuent par voie électronique.

Les marchés financiers sont représentés par des **places financières**.

EXEMPLES : La Bourse de Paris, la Bourse de Londres, la Bourse de New-York, etc.

Chacune de ces places est ouverte de 9h à 17h30, donc avec le décalage horaire, il y a toujours une place financière ouverte dans le monde.

Les intervenants

Tous les agents économiques peuvent intervenir sur les marchés financiers mais pas directement. Un particulier doit faire appel à un intermédiaire pour passer un ordre, que ce soit une banque ou un **courtier** :

- Les **banques** interviennent sur les marchés financiers au nom de leur client mais aussi en leur nom propre. De plus, les banques sont émettrices de produits financiers : elles émettent des actions, des obligations, gèrent des OPCVM et mettent en vente des produits dérivés.
- Les **États** émettent des obligations pour financer leur politique économique.
EXEMPLE : La France émet des OAT (obligations assimilables au Trésor).
- Les **investisseurs institutionnels**, appelés « zinzins », sont les plus gros demandeurs de produits financiers. Il s'agit des compagnies d'assurance, des fonds de pension, les fonds d'investissement, etc.

EXEMPLE : Les « hedge funds » sont des fonds de pension particuliers.

L'organisation

Le fonctionnement des marchés financiers est organisé par les **entreprises de marché**. Ce sont elles qui fixent les cotations, assurent la sécurité des transactions, la transparence des informations, etc.

EXEMPLE : La Bourse de Paris est organisée par Euronext Paris SA.

4. Les différents compartiments des marchés financiers

Le marché primaire

Le marché primaire est le marché sur lequel sont émis les produits financiers. Cela signifie qu'ils sont mis en vente pour la première fois sur ce marché.

Le marché secondaire

Le marché secondaire est le marché sur lequel s'échangent des produits financiers qui sont déjà émis. C'est ce marché particulier qui est appelé la « **Bourse** ».

Remarque

Les marchés financiers sont une partie des marchés des capitaux.

Les marchés des capitaux sont composés des marchés financiers, des marchés des changes (sur lesquels s'échangent des devises) et des marchés monétaires (réservés aux banques et aux banques centrales).

POUR S'ENTRAÎNER : CAS PRATIQUE

Reliez chaque terme à la définition correspondante.

Une définition est en trop.

- | | |
|---------------------------|--|
| 1) Autofinancement • | • a) Marché secondaire des marchés financiers sur lequel s'achètent et se vendent des titres déjà émis |
| 2) OPCVM • | • b) Paniers de valeurs mobilières |
| 3) Bourse • | • c) Financement d'une entreprise par l'utilisation de son bénéfice |
| 4) Plus-value • | • d) Situation d'un agent dont les ressources sont supérieures aux besoins |
| 5) Obligation • | • e) Prix d'un produit financier |
| 6) Cours • | • f) Société qui organise les transactions sur les marchés financiers |
| 7) Entreprise de marché • | • g) Part d'un emprunt émis par une société |
| | • h) Gains réalisés lors de la revente d'un produit financier |

RÉVISIONS - FICHES 17 À 20 - QCM

1. En France, la politique monétaire est décidée par :

- a. les banques
- b. l'État
- c. la Banque centrale européenne

2. Selon la théorie quantitative de la monnaie, une hausse de la quantité de monnaie en circulation :

- a. augmente l'inflation
- b. réduit l'inflation
- c. augmente la production

3. La monnaie est :

- a. un bien libre
- b. un bien économique
- c. n'est pas un bien

4. À salaire constant, l'inflation :

- a. augmente le pouvoir d'achat
- b. réduit le pouvoir d'achat
- c. stabilise le pouvoir d'achat

5. Le solde positif d'un compte en banque :

- a. est de la monnaie fiduciaire
- b. est de la monnaie scripturale
- c. n'est pas de la monnaie

RÉVISIONS – FICHES 17 À 20 – QCM

6. La création monétaire est plus importante :

- a. en période de récession
- b. en période de crise
- c. en période d'expansion

7. Si la BCE augmente ses taux directeurs :

- a. la création monétaire est ralentie
- b. la création monétaire est encouragée
- c. cela n'a pas d'incidence sur la création monétaire

8. La politique de relance a pour objectif :

- a. de lutter contre l'inflation
- b. de soutenir la croissance
- c. de libéraliser les marchés

9. La politique de rigueur est d'inspiration :

- a. keynésienne
- b. libérale
- c. marxiste

10. La création monétaire a pour instrument :

- a. la production
- b. les actions
- c. le crédit bancaire

Corrigé des cas pratiques et QCM

Fiche 1 : L'économie de marché

- a. libres.
- b. économique.
- c. besoin.
- d. de production.
- e. services.

Fiche 2 : Les acteurs de l'économie

Ménages : consommer.

Entreprises : produire des biens et services marchands.

Reste du monde : consommer, produire des biens et services marchands et non marchands.

Administrations publiques : produire des biens et services non marchands.

Fiche 3 : La production

Productions marchandes : a, b, d.

Productions non marchandes : c, e.

Révisions – Fiches 1 à 3 – QCM

1. b – 2. a – 3. a – 4. c – 5. a – 6. b – 7. a – 8. b – 9. c – 10. a.

Fiche 4 : La croissance

Le chiffre d'affaires de l'entreprise est de 1 300 000 €.

Les consommations intermédiaires sont les fils, les teintures et l'électricité.

Valeur ajoutée = Chiffre d'affaires – Consommations intermédiaires

$$VA = 1\,300\,000 \text{ €} - 310\,000 \text{ €} - 200\,000 \text{ €} - 10\,000 \text{ €}$$

$$VA = 780\,000 \text{ €}$$

La valeur ajoutée de l'entreprise est de 780 000 €.

Fiche 5 : Le marché

Entreprises, travailleurs, salaire, changes, taux de change, égales, diminuer, augmenter.

Fiche 6 : La concurrence

Les surplus de production d'électricité par panneaux solaires : monopsonie puisque seul EDF les achète.

Les cartes SIM pour téléphones portables : oligopole bilatéral puisqu'il existe un petit nombre de producteurs mais aussi un petit nombre d'acheteurs.

Les jeux de grattage : monopole puisque seuls sont autorisés les jeux de la Française des Jeux.

L'expédition d'un colis à l'étranger : oligopole puisque les demandeurs sont nombreux alors que les offreurs sont peu nombreux.

Les agences de voyages : concurrence monopolistique parce que chaque agence de voyage essaye de proposer des voyages spécifiques pour se différencier de la concurrence.

Révisions – Fiches 4 à 6 – QCM

1. b – 2. c – 3. a – 4. b – 5. b – 6. a – 7. c – 8. b – 9. b – 10. b.

Fiche 7 : La population active

- a. Flexibilité quantitative interne.
- b. Flexibilité quantitative externe.
- c. Flexibilité qualitative externe.
- d. Flexibilité qualitative interne.
- e. Flexibilité des rémunérations.

Fiche 8 : Le chômage

Vraies : b, e.

Fausse : a, c, d.

Fiche 9 : Le capital et l'investissement

- a. Consommation intermédiaire.
- b. Investissement immatériel.
- c. Consommation finale.
- d. Investissement matériel.
- e. Investissement financier.

Fiche 10 : Le progrès technique et l'innovation

Innovation de produits : a, d.

Innovations de processus : b, e.

Innovations commerciales : c.

Révisions – Fiches 7 à 10 – QCM

1. a – 2. b – 3. a – 4. b – 5. c – 6. a – 7. c – 8. a – 9. b – 10. b.

Fiche 11 : La productivité

a. Valeur ajoutée = Production – Consommations intermédiaires

$$\text{Valeur ajoutée} = 630\,000 \text{ €} - 240\,000 \text{ €} = 390\,000 \text{ €}$$

La valeur ajoutée est de 390 000 €.

- b. Chiffre d'affaires = Quantité vendue × Prix unitaire
 Quantité produite = Chiffre d'affaires / Prix unitaire
 Quantité produite = 630 000 € / 0,25 € = 2 520 000 boîtes
L'entreprise a vendu 2 520 000 boîtes de conserve en un an.
- c. Productivité physique du travail = Quantité produite / Quantité de travail
 Productivité physique du travail = 2 520 000 boîtes / 126 salariés = 20 000 boîtes par salarié
Chaque salarié a produit en moyenne 20 000 boîtes de conserve.
 Productivité en valeur = Valeur ajoutée / Quantité de travail
 Productivité en valeur = 390 000 € / 126 salariés = 3 095,24 €
Chaque salarié a créé 3 095,24 € de valeur ajoutée.
- d. Productivité physique du capital = Quantité produite / Quantité de capital
 Productivité physique du capital = 2 520 000 boîtes / 12 machines = 210 000 boîtes
Chaque machine a créé 210 000 boîtes de conserve.
 Productivité en valeur du capital = Valeur ajoutée / Quantité de capital
 Productivité en valeur du capital = 390 000 € / 12 machines = 32 500 €
Chaque machine a contribué à créer 32 500 € de valeur ajoutée.

Fiche 12 : Les revenus

Vraies : a, e.

Fausse : b, c, d.

Fiche 13 : La redistribution des revenus

- a. Revenu disponible = Revenus nets – Impôts + Prestations sociales
 Revenu disponible = 4 300 € × 12 mois – 400 € × 10 mois + 120 € × 12 mois
 Revenu disponible = 49 040 €
 Le revenu disponible annuel de ce ménage est de 49 040 €.
- b. Il s'agit d'une redistribution horizontale.

Révisions – Fiches 11 à 13 – QCM

1. c – 2. b – 3. b – 4. a – 5. a – 6. b – 7. c – 8. b – 9. a – 10. a.

Fiche 14 : La consommation

- Consommations marchandes : a, c, e, f.
 Consommations non marchandes : b, d.
 Consommations individuelles : a, e.
 Consommations collectives : b, c, d, f.

Fiche 15 : L'analyse de la consommation

- La part consacrée à l'alimentation diminue de 16,1 % à 15,9 %. La première loi d'Engel est vérifiée.
 La part consacrée au logement augmente de 0,5 points passant de 12,4 % à 12,9 %. La deuxième loi d'Engel n'est pas vérifiée.

La part consacrée à la santé est en hausse passant de 4,2 % à 4,5 %. La troisième loi d'Engel est vérifiée.

Fiche 16 : L'épargne

- a. Taux d'épargne = Épargne / Revenu disponible
Taux d'épargne = 250 € / (1850 € - 150 €) = 14,7 %
- b. Cette jeune femme épargne pour un motif de précaution.

Révisions – Fiches 14 à 16 – QCM

1. a – 2. b – 3. a – 4. a – 5. c – 6. a – 7. b – 8. c – 9. b – 10. a.

Fiche 17 : La monnaie

- a. Faux. La monnaie est un bien économique.
- b. Faux. Les billets forment la monnaie fiduciaire.
- c. Faux. La masse monétaire représente l'ensemble de la monnaie en circulation dans une économie, y compris la monnaie scripturale.
- d. Vrai. Ce n'est pas un bien demandé pour lui-même mais pour acquérir d'autres biens.
- e. Vrai. C'était une monnaie marchandise.
- f. Faux. C'est la Banque Centrale Européenne qui décide de la politique monétaire dans l'ensemble des pays de la zone euro.

Fiche 18 : L'inflation

- a. déflation.
- b. désinflation.
- c. inflation.
- d. stagflation.

Fiche 19 : La politique économique

Politique de rigueur : b, e.

Politique de relance : a, c, d.

Fiche 20 : Les marchés financiers

1. c – 2. b – 3. a – 4. h – 5. g – 6. e – 7. f.

Révisions – Fiches 17 à 20 – QCM

1. c – 2. a – 3. b – 4. b – 5. b – 6. c – 7. a – 8. b – 9. b – 10. c.

Liste des abréviations

BCE	Banque Centrale Européenne
BIT	Bureau International du Travail
CA	Chiffre d’Affaires
CAF	Caisse d’Allocations Familiales
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CI	Consommations Intermédiaires
CIF	Congés Individuels de Formation
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
CPP	Concurrence Pure et Parfaite
CRDS	Contribution au Remboursement de la Dette Sociale
CSG	Cotisation Sociale Généralisée
DEFM	Demandeurs d’Emplois en Fin de Mois
IDH	Indicateur de Développement Humain
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
IPH	Indicateur de Pauvreté Humaine
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
ISF	Impôt de Solidarité sur la Fortune
ONU	Organisation des Nations Unies
OPCVM	Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières
PCS	Professions et Catégories Socio-professionnelles
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité du Pouvoir d’Achat
R&D	Recherche et Développement
RMI	Revenu Minimum d’Insertion
RSA	Revenu de Solidarité Active
SMIC	Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
TP	Trésor Public
VA	Valeur Ajoutée
VAE	Validation des Acquis de l’Expérience

Index

Les numéros renvoient aux numéros des fiches.

A

Actifs financiers : 16
Actifs non-financiers : 16
Actions : 9, 20
Agrégat : 1
Arbitrage : 1
Autofinancement : 9

B

Balance commerciale : 19
Banque centrale européenne : 17, 18, 19
Banque de France : 17
Besoin : 1
Besoin de financement : 20
Bien : 1
Bien économique : 1
Bien libre : 1
BIT : 8
Bourse : 20

C

Capacité de financement : 20
Capital : 3, 9
Capital circulant : 9
Capital financier : 9
Capital fixe : 9
Capital humain : 7
Capital technique : 9
Carré magique de Kaldor : 19
Chômage : 7, 8, 13, 19
Chômage conjoncturel : 8

Chômage naturel : 8
Chômage structurel : 8
Chômage volontaire : 8
Circuit économique : 2
Coefficients budgétaires : 15
Compétitivité : 8, 18
Concentration : 6
Concurrence : 5
Concurrence monopolistique : 6
Concurrence pure et parfaite : 5
Consommation : 14, 15
Consommation de masse : 14
Consommation finale : 14
Consommation intermédiaire : 14
Consommation marchande : 14
Consommation non marchande : 14
Cotisations sociales : 13
Courbe de Laffer : 13
Courbe de Lorenz : 12
Courbe de Phillips : 18
Cours : 20
Cours forcé : 17
Cours légal : 17 :
Création monétaire : 17
Crise : 4
Croissance : 4
Croissance extensive : 4
Croissance intensive : 4
Cycle économique : 4

D

Déflation : : 18
DEFM : 8

Demande : 5, 15
Demande effective : 8, 19
Dématérialisation : 17
Désincitation : 13, 19
Désinflation : : 18
Destruction créatrice : 10
Développement : 4
Duopole : 6
Durée du travail : 7

E

Économie souterraine : 4
Économies d'échelle : 9
Effet de déversement : 11
Effet Giffen : 14
Effet Veblen : 14
Élasticité-prix : 15
Élasticité-revenu : 15
Épargne : 16
État-gendarme : 19
État-providence : 13, 19
Expansion : 4
Externalité : 4

F

Financement direct : 20
Financement externe : 20
Financement indirect : : 20
Financement interne : 20
Flexibilité du travail : 7
Flux monétaire : 2
Flux réel : 2
Fonction économique : 2
Fonctions régaliennes : : 19

G

Gains de productivité : 11
Grappes d'innovations : 10

I

Impôts : 13
Indicateur de développement humain : 4
Indicateur de pauvreté humaine : 4
Indice de Gini : 12
Inégalités de revenus : 12
Inflation : 18, 19
Innovation : 10
Investissement : 9

J

Justice sociale : 13, 19

K

Keynes : 8, 14, 19

L

Libéraux : 8, 19
Liquidité : : 17
Loi des rendements décroissants : 11
Loi psychologique fondamentale : 14
Lois d'Engel : 15

M

Macroéconomie : 1
Marché : 3, 5
Marché des biens et services : 5
Marché des changes : 5
Marché du travail : 5
Marché financier : 5
Marché monétaire : 5
Masse monétaire : 17, 18
Microéconomie : 1
Monnaie divisionnaire : 17
Monnaie fiduciaire : 17
Monnaie marchandise : 17
Monnaie métal : 17
Monnaie scripturale : 17

Monopole : 6
Monopole temporaire : 10

N

Nationalisation : 6
New Deal : 19

O

Obligation : 9, 20
Offre : 5
Oligopole : 6
OPCVM : 20
Opérations économiques : 2

P

Parité de pouvoir d'achat : 4
PIB : 4
Plein-emploi : 8
PNB : 4
Politique budgétaire : 19
Politique conjoncturelle : 19
Politique de l'emploi : 8, 19
Politique de relance : 8, 19
Politique de rigueur : 19
Politique économique : 19
Politique fiscale : 19
Politique monétaire : 17, 19
Politique structurelle : 19
Population active : 7
Pouvoir d'achat : 18
Prélèvements obligatoires : 13
Privatisation : 6
Prix : 5
Production : 3
Production marchande : 3
Production non marchande : 3
Productivité : 11
Productivité en valeur : 11
Productivité globale : 11
Productivité horaire : 11

Productivité marginale : 11
Productivité par tête : 11
Productivité physique : 11
Produits dérivés : 20
Produits financiers : 20
Professions et Catégories Socio-
professionnelles : 7
Progrès technique : 10
Propension à consommer : 14
Propension à épargner : 16

R

Récession : 4
Recherche et développement : 10
Redistribution : 13
Redistribution horizontale : 13
Redistribution verticale : 13
Répartition : 12
Reprise : 4
Revenu : 12
Revenu d'activité : 12
Revenu de propriété : 12
Revenu de transfert : 13
Revenu disponible : 13
Revenu primaire : 12
Révolution technologique : 10

S

Salaire nominal : 18
Salaire réel : 18
Schumpeter : 10
Secteur primaire : 3
Secteur public : 6
Secteur secondaire : 3
Secteur tertiaire : 3
Secteurs d'activité : 3
Secteurs institutionnels : 2
Services : 14
SMIC : 8
Stagflation : 18

T

Taux d'activité : 7
Taux de chômage : 8
Taux de croissance : 4
Taux de prélèvements obligatoires : 13
Taux d'épargne : 16
Taux directeurs : : 17
Tertiarisation de l'économie : 3
Théorie du cycle de la vie : 16
Théorie monétaire : 18
Théorie quantitative : 18
Travail : 3
Troc : 17

V

Valeur ajoutée : 4, 12

W

Walras : 8

Z

Zinzins : 20



2

L'essentiel de l'introduction à l'économie

Croissance, chômage, inflation... Ces termes font désormais partie du vocabulaire courant. Mais quelle réalité économique décrivent-ils ?

Avec des mots simples, cet ouvrage explique en **20 fiches** les principales notions économiques et permet de vérifier immédiatement si les connaissances sont maîtrisées grâce à des **QCM** et des **cas pratiques corrigés**. Il constitue un outil efficace pour un apprentissage autonome ou en complément d'un cours.

Les exercices proposés s'inspirent de situations de la vie quotidienne : ils rendent l'économie plus concrète et plus accessible.

Cet ouvrage s'adresse aux **débutants** souhaitant comprendre le vocabulaire économique. Il convient parfaitement aux étudiants de lycée ou de Bac+2 qui doivent se familiariser avec l'économie ou à toute personne qui désire déchiffrer l'information économique diffusée par les médias.



9 782340 018532



KN-883-775